

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 08 Mai 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°119 ■

PRESSE, ALLOCATION CHÔMAGE, AGRICULTURE, BRICS

Les déclarations du Président Tebboune

Lors de sa rencontre périodique avec les médias, le Président Tebboune a éclairci certains sujets et y a apporté sa solution. Qu'il s'agisse des activités de la presse, de l'agriculture, du chômage ou des BRICS, avec son franc parlé et son pragmatisme habituel, le chef de l'Etat a mis les points et lève le voile sur ces sujets.

P 3



Plafond de la dette
des Etats-Unis

**La secrétaire
au Trésor prévient
qu'un défaut
entraînerait le «chaos»**

P16

DISPONIBILITÉ DE L'EAU POTABLE

Les Algériens rassurés

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a tenu à rassurer les Algériens quant à la disponibilité de l'eau potable grâce à toutes les mesures prises par les pouvoirs publics, notamment le développement des projets de dessalement de l'eau de la mer dans le Nord du pays et l'exploitation des eaux sous terraines dans le Sud.

P2

INAUGURATION DU
SALON BATIMATEC 2023

**Cap sur l'exportation
des matériaux
de construction**

La 25ème édition du Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics (Batimatec 2023), ouvre ses portes hier au Palais des expositions (Pins maritimes) à Alger, avec la participation de plus de 900 exposants, dont 550 nationaux et 350 étrangers.

P 5

ORGANISATION DU COMMERCE
ET LA RÉGULATION DES PRIX

**La nouvelle stratégie
du gouvernement**

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a dévoilé, à Alger, une feuille de route qui se décline en six principaux axes pour l'organisation du secteur dont la mise en œuvre d'un "plan de distribution" en vue de lutter contre la flambée des prix et assurer la distribution, régulière et équitable, des produits de large consommation.

P 4

Le Salon numide de l'agriculture
de Constantine

**Signature
de 11 accords
de partenariat**

P4

Agriculture saharienne

**Atteindre 500 000 ha de
terres irriguées à horizon
2025**

P3

Universités-secteurs économiques

**Nécessité de renforcer
la coopération**

P 5

RECRUTEMENT ENSEIGNANTS EN
ÉDUCATION SPORTIVE
AU PRIMAIRE

**Plateforme
numérique
pour l'inscription
à distance**

Une plateforme numérique d'inscription en ligne sera ouverte à partir de lundi au profit des licenciés désirant pourvoir au poste d'enseignant en éducation sportive et physique au cycle primaire, a annoncé samedi le ministère de l'Éducation nationale dans un communiqué. "Le ministère de l'Éducation nationale informe les détenteurs de diplôme de licence concernés, qu'une plateforme numérique sera ouverte à partir de lundi 8 mai 2023 à 16H00 jusqu'au jeudi 25 mai 2023 à 00H00, pour s'inscrire à distance sur le lien suivant: <https://tawdif.education.dz>", a précisé le communiqué. Cette initiative, ajoute le ministère, intervient "en application des décisions du Conseil des ministres tenu le 16 avril 2023 portant mise en place d'un encadrement spécialisé de l'éducation physique et sportive au cycle primaire et en guise de préparatifs au recrutement d'enseignants au cycle primaire pour encadrer cette matière".

DISPONIBILITÉ DE L'EAU POTABLE

Les Algériens rassurés

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a tenu à rassurer les Algériens quant à la disponibilité de l'eau potable grâce à toutes les mesures prises par les pouvoirs publics, notamment le développement des projets de dessalement de l'eau de la mer dans le Nord du pays et l'exploitation des eaux sous terraines dans le Sud, mettant l'accent sur l'importance d'une exploitation optimale des eaux destinées à l'irrigation et de l'augmentation du rendement de la production agricole, au Sud en particulier.

Par Sirine R

« M »ême si le citoyen ne pourra pas avoir l'eau potable 24h/24h, il sera toutefois, alimenté quelques heures par jour ou un jour sur deux», a indiqué le président de la République qui répondait à une question sur la disponibilité de l'eau potable face au manque de précipitations, et ce lors de son entrevue périodique avec des représentants de médias nationaux, diffusée samedi soir sur les chaînes de télévision et stations de radio nationales. Le chef de l'Etat a rappelé qu'il a ordonné la généralisation des stations de dessalement de l'eau de la mer tout le long du littoral et jusqu'aux hauts-plateaux, tout en mettant en exergue «les points positifs enregistrés dans ce sens, à savoir la maîtrise de la tech-

nologie des stations de dessalement dont 80% à 85% sont algériennes». Il est à rappeler que les stations de dessalement déjà en fonction contribuent à la couverture d'environ de 18% avant de passer à 42% d'ici 2024. Cinq nouvelles stations sont en cours de réalisation. L'objectif des pouvoirs publics c'est d'atteindre les 60% des besoins nationaux en cette ressource vitale pour la vie à l'horizon 2030. Six nouvelles autres stations de dessalement seront réalisées, dont les travaux devraient être lancés en 2025. Dans le même sillage, le Président Tebboune a rappelé que les wilayas du Sud regorgeaient d'énormes nappes phréatiques notamment à Touat, Gourara et Tidikelt, affirmant que les répercussions des changements climatiques, la sécheresse notamment, a touché tous les pays du monde «d'où la nécessité de développer des techniques d'irrigation de goutte à goutte et

d'encourager les cultures qui ne nécessitent pas la mobilisation de grandes ressources en eau». Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal qui s'est exprimé lors d'une conférence de presse animée en marge de la Conférence nationale des cadres de l'Hydraulique au siège du ministère sous le thème: « Modernisation de la gestion du service public d'eau », avait annoncé l'élaboration d'un Plan spécial d'approvisionnement en eau potable, à même de passer la prochaine saison estivale « en toute aisance ». Le ministre qui intervenait hier, le samedi 29 avril 2023 a indiqué que « la situation n'est pas du tout inquiétante, les pouvoirs publics ayant mobilisé tous les moyens pour garantir l'approvisionnement en eau potable. Le secteur a tracé un plan d'action bien défini à cet égard », avait-il rassuré.

SAISON ESTIVALE 2023

Les instructions du ministre de l'Intérieur

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a présidé hier une réunion au siège du ministère en présence des membres de la commission chargée du suivi et de la préparation de la saison estivale 2023. "Il faut prendre des mesures pour exploiter les plages dans le strict respect de la loi, et contrecarrer fermement les pratiques qui attentent à la tranquillité des estivants", a précisé M. Merad, jugeant nécessaire de "revoir les moyens de renforcement des capacités de l'hébergement, en recourant à d'autres formules en plus de l'hébergement en structures hôtelières". Il a également relevé la nécessité "d'accorder une grande importance à la réhabilitation des structures de jeunes et récréatives de proximité, ainsi que les piscines de proximité et mobiles, notamment au niveau des wilayas de l'intérieur et du sud, d'adapter leurs horaires d'ouverture selon les spécificités locales, et d'offrir la possibilité de bénéficier de leurs services à toutes les catégories sociales sans exclusion". "La saison estivale ne se limite pas aux wilayas côtières seulement, en ce sens qu'elle doit couvrir toutes les wilayas riches en ressources naturelles, forestières, thermales, culturelles...etc.", a-t-il souligné.

Au sujet de la communauté nationale établie à l'étranger, M. Merad a insisté sur "le renforcement du processus de simplification en vigueur, outre la coordination et la conjugaison des efforts pour lever les entraves et faciliter le déplacement des membres de la communauté nationale établies à l'étranger vers leur pays et familles". Il a également insisté sur "l'information des citoyens à l'intérieur et à l'extérieur du pays de toutes les mesures prises et les destinations intérieures disponibles, ainsi que des programmes d'activités via tous les médias en priorisant la sensibilisation en vue d'assurer la sécurité des citoyens". Dans le même contexte, le ministre de l'Intérieur a souligné la nécessité d'"accompagner et d'appuyer le rôle des acteurs de la société civile, notamment les associations locales et les comités des quartiers les impliquant en matière d'animation et de sensibilisation en coordination avec l'Observatoire national de la société civile (ONSC) et du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ)". Lors de cette rencontre, un exposé a été donné sur le cadre référentiel des opérations inhérentes à l'action de cette commission.

R E.

PROTECTION CIVILE

Manœuvres pratiques au profit des détachements de renfort aux premières Interventions

La direction générale de la Protection civile organise, à partir de ce dimanche, des manœuvres pratiques au profit de ses détachements de renfort aux premières interventions (DRPI), a indiqué cette institution dans un communiqué. "Dans le cadre de l'application du programme d'action établi par la direction Générale de la Protection civile pour l'exercice 2023, des manœuvres pratiques seront organisées au profit des détachements de renfort aux premières interventions (DRPI), durant la période allant du 07 au 18 mai 2023 au niveau des wilayas de Chlef, Bouira et Batna", a t-on précisé.

Ainsi, la wilaya de Chlef accueillera les détachements de renfort de la Protection civile des wilayas de Mostaganem, Tipaza, Alger, Ain Defla, Blida et Chlef, avec un total d'effectif de 516 agents tous grades confondus. De son côté, la wilaya de Bouira verra la participation des détachements des wilayas de Tizi-Ouzou, Bejaïa, Sétif, Boumerdes, Bordj Bou Arreridj, Bouira et M'sila avec un total d'effectif de 516 agents, tandis que la wilaya de Batna abritera les détachements des wilayas de Khenchela, Biskra, Constantine, Mila et Oum El Bouaghi.

Pas moins de 256 agents issus des détachements des wilayas de Ghardaïa et El Oued sont également concernés par ces exercices et manœuvres prévus à Ouargla. Composés de 80 éléments maîtrisant plusieurs spécialités, les détachements autonomes de la DRPI sont dotés de matériels et d'équipements logistiques consistants et spécialisés dans l'intervention en cas de grande catastrophe, rappelle la même source. Ces manœuvres ont pour objectif " de maintenir en permanence l'état de pré-alerte de ces détachements, de tester leur réactivité et de mettre leurs effectifs à

l'épreuve du terrain, en matière d'organisation (campement, autonomie alimentaire, logistique et adaptation aux nouvelles techniques opérationnelles, acquises lors des cycles de formations spécialisées). La Protection civile, "peut mobiliser, en 12 heures, plus de 5000 agents tous grades confondus, dotés de tous les moyens nécessaires en toute autonomie en matière d'équipement, d'abri et nutrition pendant une période de 10 jours", note le communiqué.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

PRESSE, ALLOCATION CHÔMAGE, AGRICULTURE, BRICS Les déclarations du Président Tebboune

Lors de sa rencontre périodique avec les médias, le Président Tebboune a éclairci certains sujets et y a apporté sa solution. Qu'il s'agisse des activités de la presse, de l'agriculture, du chômage ou des BRICS, avec son franc parlé et son pragmatisme habituel, le chef de l'Etat a mis les points et lève le voile sur ces sujets.

Par Reda Hadi

Au sujet de la presse, le Président a sans ambages affirmé que des chaînes de télévisions n'assurent pas leurs salariés à la sécurité sociale, et quand on fait respecter la loi, ils se cachent derrière la liberté d'expression. Mais ceci, ne l'a pas empêché de souligner être favorable à une presse critique qui profite au pays, pas la presse de l'insulte et de la calomnie. « Je suis prêt à entendre vos préoccupations et à prendre des décisions sérieuses », a indiqué le chef de l'Etat. Selon le Chef de l'Etat, la presse dans notre pays est celle qui crée l'opinion publique, pas celle qui suscite la polémique, et d'indiquer « avoir essayé de briser la glace entre les chaînes publiques et privées ». Revenant sur l'allocation chômage, le Président Tebboune a estimé qu'un jeune citoyen n'a pas à demander de l'argent, mais c'est à l'Etat de mettre en place des institutions qui créent des emplois. Parlant de notre jeunesse, le Chef de l'Etat a dit « Nous avons enregistré 11 millions d'élèves lors de leur entrée à l'école, soit plus que la population de plusieurs pays. Nous avons amélioré le niveau pédagogique avec des tableaux

numériques ». Depuis la mise en place de l'allocation chômage, 20 000 jeunes ont renoncé à l'allocation après avoir obtenu un emploi permanent, a indiqué le président Tebboune. Par ailleurs, le Chef de l'Etat a mis en avant le potentiel de l'Algérie en matière d'exportation, affirmant que les pouvoirs publics s'étaient fixés pour objectif d'atteindre « 13 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures ». Actuellement nous exportons du fer et du ciment vers l'Europe et l'Amérique, a-t-il dit. Pour le chef de l'Etat, le développement du pays est le premier et dernier objectif. A ce sujet, Tebboune s'est exprimé de nouveau sur l'adhésion de l'Algérie au groupe Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Et a affirmé que cette adhésion « nous aidera en matière de développement plus que toute l'aide apportée à ce jour par les instances financières internationales ». Il a ajouté que la banque des Brics financera des projets en Algérie et est dotée d'un capital énorme de 100 milliards de dollars, tout en mettant en exergue « la force du soutien politique qu'implique l'adhésion de l'Algérie à ce groupe ». Mais une économie ne peut

entre saine sans transparence. Assi la lutte contre la corruption se poursuit avec l'aide des pays européens, a souligné le chef de l'Etat qui a précisé que nous avons récupéré 22 milliards de dollars de fonds détournés. Abordant l'agriculture, le premier Magistrat du pays a spécifié que le Sud recèle d'immenses potentialités mais que malheureusement les régions du sud « ne sont exploitées dans l'agriculture qu'à hauteur de 40%, loin des normes scientifiques ». Et de préciser que « près de 9 millions d'hectares sont prêts à être exploités entre Adrar et In Salah ». Mettant en avant le grand potentiel dont jouit l'Algérie dans diverses filières agricoles et dans l'élevage, il a rappelé que la valeur de la production agricole nationale en 2022 était d'environ 35 milliards de dollars, ce qui reflète, a-t-il dit, « les progrès que connaît aujourd'hui notre agriculture ». Par contre, il a fustigé la poursuite de l'importation d'un certain nombre de produits agricoles pouvant être produits localement, comme le maïs, soulignant l'importance de soutenir la recherche scientifique dans le secteur agricole. « L'agriculture est une science et

non pas une tradition » a-t-il relevé. Concernant le « décollage » que connaît l'agriculture algérienne, le président de la République a évoqué les projets de partenariat lancés récemment avec des partenaires étrangers et des pays ayant de l'expérience pour réaliser de grandes fermes céréalières et des exploitations comptant entre 10.000 et 15.000 bovins. Il a rappelé, dans ce cadre, le soutien accordé par l'Etat aux investisseurs agricoles notamment en matière de production de l'huile et du sucre, au moyen de crédits bancaires allant jusqu'à 90 % de la valeur du projet, annonçant l'entrée en production à la fin du mois de mai en cours de la première usine de production locale de l'huile dans toutes ses phases. « C'est un secteur producteur et générateur de richesse », a fait remarquer le président Tebboune qui a souligné que « l'agriculture doit être une affaire des agriculteurs » et non pas de la tutelle uniquement. « Il ne faut pas décider de tout au ministère. La production est déterminée par les agriculteurs appelés à élaborer des programmes avec l'Etat, en y impliquant des superviseurs du ministère », a-t-il dit, mettant en avant le rôle de l'Union des paysans dans le développement du secteur.

SOMMET MONDIAL DE L'HYDROGÈNE À ROTTERDAM

L'Algérie sera représentée par une délégation de haut niveau

Le président directeur général du Groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, a reçu, la semaine passée, l'Ambassadrice des Pays-Bas en Algérie, Janna van der Velde, indique un communiqué de la représentation diplomatique sur sa page Facebook. Selon la même source, la rencontre a permis d'identifier les pistes de coopération dans le domaine des énergies propres et durables. « L'ambassade des Pays-Bas en Algérie facilite cette année la participation d'une délégation algérienne de haut niveau au sommet mondial de l'hydrogène qui se tiendra du 9 au 11 mai 2023 à Rotterdam », ajoute le communiqué qui précise que « Sonatrach sera représentée à cet événement au même titre que d'autres acteurs nationaux importants ».

« Nous cherchons à nouer des partenariats en Algérie pour développer des activités dans le domaine de l'hydrogène vert » avait déclaré Janna van der Velde, en marge de sa participation à la 12ème édition du Salon des énergies renouvelables, des énergies propres et du développement durable (ERA), qui s'est tenue, en octobre 2022, au centre des conventions « Mohamed Benahmed » d'Oran. « La transition énergétique est un objectif très important pour le gouvernement néerlandais qui a fait un choix très clair par rapport à un passage aux énergies renouvelables le plus tôt possible », a-t-elle expliqué. Le World Hydrogen Summit (WHS ou « sommet mondial de l'hydrogène »), qui rassemble quelque 8000 décideurs de plus d'une centaine de pays, est le plus grand événement international consacré à la filière hydrogène. La conférence attire des conférenciers de premier plan, dont des ministres de l'énergie et des PDG du monde entier. L'espace d'exposition montrera ce qui se fait dans le monde en matière d'hydrogène, notamment des technologies de pointe, et offrira des possibilités de réseautage et de partenariat.

JOURNÉE NATIONALE DE LA MÉMOIRE

Le message du président de la République

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé dimanche que l'Etat était résolu à mettre le dossier de la mémoire sur une voie qui assurera la transparence, l'intégrité et l'objectivité totales, loin de toute concession ou marchandage, ajoutant que « nous avons bon espoir de réaliser, à court terme, le progrès escompté dans ce processus ». « Fidèle aux sacrifices incommensurables consentis, avec bravoure et honneur, par le peuple algérien, l'Etat est résolu, dans une Algérie nouvelle, altière et loyale, à mettre le dossier de l'histoire et de la mémoire sur une voie qui nous

assurera la transparence, l'intégrité et l'objectivité totales, loin de toute concession ou marchandage », a écrit le Président de la République dans un message à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la mémoire, commémorant l'anniversaire des massacres du 8 mai 1945. « Dans cette optique, nous avons bon espoir de réaliser, à court terme, le progrès escompté dans ce processus, partant de l'importance de la mission confiée à la commission mixte des historiens pour traiter toutes les questions, dont celles liées à la restitution des archives, des biens et des restes mortuaires des résistants, aux

essais nucléaires et aux disparus », a-t-il ajouté. Le président de la République a rappelé avoir affirmé, à maintes reprises, sa « détermination résolue à défendre le droit du peuple algérien en intensifiant les démarches pour traiter, avec courage et équité, la question de l'histoire et de la mémoire tout en veillant à conférer la transparence nécessaire à ce dossier sensible ». A l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la mémoire, le président de la République a appelé à « faire de ces occasions et des gloires que retient l'histoire pour la Nation algérienne, à travers les étapes et les époques, un précieux legs

national qui sème chez la postérité la fidélité aux valeureux Chouhada ». Et d'ajouter que « cet anniversaire rappelle une autre journée de ces journées nationales éternelles où ce peuple glorieux a réalisé des exploits et des épopées historiques grandioses, qui resteront profondément ancrés dans sa conscience pour renforcer davantage notre fierté et consolider la cohésion nationale et les attaches à la patrie, en semant dans la conscience de la Nation le sentiment de fierté pour l'esprit de militantisme et de résistance, ce sentiment enraciné, de génération en génération, chez les enfants de cette terre bénie ».

AGRICULTURE SAHARIENNE

Atteindre 500 000 ha de terres irriguées à horizon 2025

Le chargé d'études et de synthèses au cabinet du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Miloud Tria, a annoncé la mise en ligne sur la plateforme de l'Office national de l'Agriculture industrielle (ODAS), dès dimanche 7 mai 2023 (hier ndlr), d'un 3ème portefeuille du foncier qui équivaut à 200.000 hectares (ha). « A partir de ce dimanche, nous allons mettre sur la plateforme de l'Office national de l'Agriculture industrielle (ODAS), le 3ème portefeuille du foncier qui équivaut à 200.000 ha. Il y aura aussi le 4e portefeuille d'ici la fin de l'année », a-

t-il révélé sur les ondes de la radio chaîne 3. « Notre objectif est d'atteindre 500.000 ha de terres irriguées dans le Sud à horizon 2025 », a fait savoir M. Tria, qui a précisé que « 80% de ces surfaces vont être orientées vers la céréaliculture et en rotation, ce sont les cultures industrielles ». Selon l'intervenant, « si nous arrivons à atteindre un million d'hectares de surfaces irriguées en 2023, nous allons pouvoir couvrir nos besoins en céréales ». Si par le passé, certaines surfaces distribuées aux agriculteurs s'avèrent insuffisantes pour des rendements importants, le

ministère de l'Agriculture s'oriente vers l'élargissement de ces surfaces et des investissements plus lourds, assure le responsable, qui précise : « il y a beaucoup d'investisseurs qui ont demandé de grandes surfaces ». Selon Miloud Tria, « il y a un nouveau programme d'investissements qui est en cours concernant 30 entrepôts frigorifiques répartis sur 30 wilaya, avec 9 complexes de collecte de produits agricoles, 5 complexes logistiques et 16 complexes de stockage et de commercialisation ».

R E.

R E.

LE SALON NUMIDE DE
L'AGRICULTURE DE CONSTANTINE

Signature de 11 accords de partenariat

Onze (11) accords de partenariat ont été signés entre des opérateurs économiques du secteur agricole en marge de la première édition du salon numide de l'agriculture 2023 clôturé samedi à Constantine.

Selon Mahmoud Belbdjaoui, commissaire de la manifestation tenue du 3 au 6 mai à la salle Ahmed Bey, ces accords ont porté sur la fourniture de produits agricoles (semences, fertilisants), la distribution, le suivi de micro-entreprises d'élevage (volailles, ovins, bovins) et l'ouverture de filières d'entreprises nouvelles à Constantine.

Ces accords portent aussi sur l'échange d'expériences entre, d'un côté, des chambres de l'agriculture et, de l'autre, des entreprises nationales et étrangères et des universités, ainsi que sur l'assurance contre les risques agricoles et la transformation, a souligné Belbdjaoui.

Organisé par la chambre nationale de l'agriculture en coordination avec la chambre de l'agriculture de Constantine et l'entreprise de communication "Advision Algérie", le salon a connu une affluence record avec plus de 23.000 visiteurs, a souligné son commissaire qui a relevé l'importance de cette manifestation pour la promotion notamment des divers produits agricoles et leur potentiel compétitif.

La manifestation a connu la présentation de communications d'experts et chercheurs algériens et étrangers sur divers thèmes dont la sécurité alimentaire, le développement agricole et les réponses aux changements climatiques, selon la même source. Pas moins de 153 exposants, dont des représentants d'opérateurs de plusieurs pays dont l'Egypte, la Tunisie, le Qatar, les USA, l'Italie et le Sénégal ont pris part au salon, a précisé son commissaire.

Les stands du salon ont connu l'exposition de divers produits agricoles (légumes et fruits), des fertilisants, des équipements agricoles et d'irrigation, les produits d'emballage, ainsi que la participation de plusieurs entreprises financières et d'assurance en rapport avec le secteur, est-il noté.

R E.

ORGANISATION DU COMMERCE ET LA RÉGULATION DES PRIX La nouvelle stratégie du gouvernement

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a dévoilé, à Alger, une feuille de route qui se décline en six principaux axes pour l'organisation du secteur dont la mise en œuvre d'un "plan de distribution" en vue de lutter contre la flambée des prix et assurer la distribution, régulière et équitable, des produits de large consommation.

Par Slimane T/agence

Le ministre a expliqué que cette stratégie qui s'inscrit dans le cadre des réformes initiées par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, consiste en "la moralisation de l'administration" et la valorisation des compétences.

La feuille de route inclut également l'élaboration "d'un plan de distribution dans l'objectif de lutter contre la flambée des prix et la pénurie de certains produits en vue de garantir une distribution équitable et régulière des produits de large consommation et de mettre fin à la spéculation et au monopole", a poursuivi le ministre lors de son intervention aux travaux de la rencontre nationale des cadres de son département ministériel.

Elle prévoit aussi, ajoute M. Zitouni, la coordination avec les services du ministère de l'Intérieur pour résorber le marché informel et réorienter les espaces commerciaux réalisés.

Le secteur compte arrêter un programme continu de contrôle de la conformité des produits vendus et s'assurer de la transparence des pratiques commerciales des différents opérateurs à travers le contrôle du marché au niveau des chaînes de production et de distribution, a-t-il dit.

Concernant les prix, M. Zitouni a mis l'accent sur la nécessité de prendre en considération "leur restructuration" notamment ceux des produits importés. Après examen de la structure des prix de certains produits, l'on constate des marges bénéficiaires "injustifiées et inacceptables", en dépit de la baisse considérable des coûts de transport et de shipping internationaux par rapport à la période Covid-19.

A cette occasion le ministre a appelé les opérateurs économiques à "revoir la marge bénéficiaire appliquée sur les produits commercialisés en vue de protéger le pouvoir d'achat des citoyens et d'adhérer à la stratégie de l'Etat et aux efforts des pouvoirs publics, évoquant la possibilité de classer les manipulateurs des prix des produits importés dans la catégorie

des "spéculateurs".

M. Zitouni a exigé de prendre "des mesures strictes" pour "mettre un terme" aux infractions répétées enregistrées sur le marché national, telle que le non affichage des prix, le non respect de l'hygiène et de la santé publique, tout en renforçant les mécanismes de lutte contre les pratiques commerciales illégales notamment la spéculation illicite, à travers l'adoption d'un programme spécial en coordination avec tous les intervenants à même d'assurer une disponibilité régulière des produits et de suivre de près les niveaux des stocks dont les produits agricoles et alimentaires dans les chambres froides et les espaces de stockage.

"Tous les produits stockés dans les espaces non déclarés auprès des services du ministère du Commerce sont automatiquement considérés comme des produits destinés à la spéculation illicite contre lesquels des mesures coercitives seront appliquées de plein droit en vue de mettre un terme à ces pratiques préjudiciables aux intérêts du citoyen et de l'économie nationale", a insisté M. Zitouni.

Evoquant les programmes de permanence, le ministre a indiqué que le secteur s'attellait à élaborer un programme de permanence "plus efficace" en parallèle avec la prolongation de la durée des fêtes de Aïd El Fitr et Aïd El Adha, soit trois jours chômés et payés au lieu de deux jours, avec la mise en place d'un "plan proactif" pour approvisionner le marché durant Aïd El Adha, ainsi que durant la saison estivale et la rentrée sociale.

Il a rappelé les multiples mécanismes à concrétiser pour réaliser l'équilibre de la triptyque "importation-production-exportation" dont la mise en place d'une banque d'informations sur le commerce notamment extérieur, l'accélération du traitement des dossiers d'importation pour réduire la durée de séjour des conteneurs dans les zones sous contrôle des douanes et mettre fin aux pratiques frauduleuses enregistrées dans certaines activités, à travers leur encadrement par des lois et des cahiers des charges en vue d'assurer le suivi sur le terrain de toute

opération.

Concernant les exportations hors hydrocarbures, des marchés de gros et des bases logistiques devraient être exploités comme plateformes pour l'exportation des produits vers les marchés internationaux, notamment africains, avec l'activation d'une cellule d'écoute au profit des exportateurs, outre la mise en place rapide d'un programme des participations de l'Algérie aux manifestations économiques à l'étranger durant le deuxième semestre de 2023 et en 2024.

Ces mécanismes englobent, également, l'ouverture de succursales de la société SAFEX au Niger, en Mauritanie et au Sénégal, de manière à constituer une vitrine permanente pour la distribution et la promotion des produits algériens.

La révision de l'organisation de l'Agence nationale de promotion du Commerce extérieur "ALGEX" et de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), ainsi que la structure des conseils d'hommes d'affaires, figurent aussi dans la feuille de route du ministère qui ambitionne, par ailleurs, d'accélérer l'élaboration des textes réglementaires des zones franches, sur lesquels l'on mise pour renforcer le prolongement africain et capter les investissements étrangers créateurs de richesse et de valeur ajoutée. La feuille de route présentée par le ministre prévoit, entre autres, la numérisation accélérée du secteur, avec la généralisation, à partir de ce jour, de l'utilisation des TPE dans toutes les opérations et prestations fournies, y compris pour le paiement des taxes et amendes, d'abord au niveau des instances sous tutelle du ministère du Commerce, en attendant sa généralisation aux commerçants.

M. Zitouni a relevé, par ailleurs, l'importance de l'action participative en matière de prévention, de contrôle et de sensibilisation de la société civile, en étant à l'écoute des associations professionnelles et de protection du consommateur, et en activant un plan de communication et d'information efficace pour lutter contre les rumeurs visant à semer la confusion et à influencer le marché national.

COMMERCE

Plus de 2.2 millions d'entreprises recensées

Le nombre d'opérateurs économiques relevant du tissu économique national s'est élevé, au 30 avril dernier, à plus de 2.2 millions d'entreprises principales et secondaires, selon un bilan de la direction générale de la régulation et de l'organisation des activités relevant du ministère du Commerce.

S'agissant du taux d'inscription au registre de commerce électronique, il a connu une hausse de 72.9 % du nombre des commerçants enregistrés au niveau national avec un total de 1.648.255 détenteurs dudit document. Pour les quatre premiers mois de l'année en cours, les nouvelles immatriculations au registre de commerce ont connu une hausse de 154.867 opérations d'inscription dont 44.210 opérations de modification,

38.596 radiations et deux (2) opérations de réimmatriculation.

Par ailleurs, la même source indique que 39 activités commerciales ambulantes et 39 services ambulants ont été créés, précisant que le nombre total de commerçants ambulants a atteint 186.139 commerçants activant dans les services et le commerce.

Au volet régulation et contrôle du marché, le système permet de définir les zones de stockage, ce qui favorise le traitement de tout éventuel déséquilibre du marché, en coordination avec tous les intervenants dans le système de contrôle des produits agricoles ou alimentaires.

S'y ajoute un système numérique mis en place pour encadrer, réguler et approvisionner le marché en matière de pro-

duits alimentaires et agricoles. Aussi, les données du ministère font état de l'existence de 52 marchés de gros à travers 40 wilayas, dont 41 relèvent des collectivités locales, et 9 sont la propriété de l'établissement public économique "Magros", tandis que deux marchés appartiennent à des opérateurs privés.

Le nombre de marchés de détail est de 1502. S'agissant des installations commerciales, le secteur recense 639 marchés hebdomadaires exploités à 89 %, 278 marchés de bétail, 85 marchés spécialisés, 2379 commerces de type "superettes", 138 supermarchés et 30 hypermarchés. Quant aux espaces de stockage, l'opération s'est soldée par le recensement de 17.706 espaces de stockage. Pour les laiteries conventionnées avec l'Office national in-

terprofessionnel du lait (ONIL), le secteur a recensé 117 laiteries dont 15 laiteries publiques, 102 laiteries privées, en sus de 111 laiteries non conventionnées avec l'ONIL.

Les laiteries publiques bénéficient d'un quota mensuel de poudre de lait de 8207 tonnes soit 55 % de la quantité globale.

D'autre part, le secteur a renouvelé les autorisations pré-alables à l'importation des affaires scolaires au profit de 60 importateurs. Cette opération se poursuit pour atteindre les 100 importateurs restants, en sus de la remise de 79 décisions à 54 producteurs.

Synthèse S R

INAUGURATION DU SALON BATIMATEC 2023

Cap sur l'exportation des matériaux de construction

La 25^{ème} édition du Salon international du bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics (Batimatec 2023), ouvre ses portes hier au Palais des expositions (Pins maritimes) à Alger, avec la participation de plus de 900 exposants, dont 550 nationaux et 350 étrangers.

Par Zahir R

Le coup d'envoi de cette manifestation économique, du 7 au 11 mai courant, a été donné par le ministre de l'Habitat de l'Urbanisme et de la ville, Mohamed Tarek Belaribi, accompagné du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, de la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb et du ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, en présence du wali d'Alger, Mohamed Abdennour Ra-behi.

Dans un point de presse organisé en marge de ce salon, le ministre s'est félicité de l'engouement que connait cette foire d'année en année. Le nombre de participants est passé de 750 l'année précédente à 950 cette année, note-t-il, en indiquant que 550 exposants sont locaux et 350 autres étrangers, originaires de vingt pays étrangers.

Ceci montre l'importance de l'événement, dira Belaribi, et l'intérêt qu'accordent les investisseurs étrangers à l'Algérie. « Même en cette crise économique, nous avons pu faire réunir ce nombre important de participants », s'est-il réjoui, en annonçant le retour en force des chinois à ce salon après trois années d'absence, à cause de la pandémie Covid-19.

ENSTP

Journée de sensibilisation sur le recyclage des déchets et l'économie circulaire

L'École nationale supérieure des travaux publics (ENSTP) organise, mardi prochain à Alger, une journée de sensibilisation sur le recyclage des déchets et l'économie circulaire dans le secteur des travaux publics, a-t-elle annoncé dimanche dans un communiqué. Cette journée, qui sera organisée en partenariat avec l'établissement de gestion des centres d'enfouissement technique de la wilaya d'Alger (GE-CETAL) vise à sensibiliser les différents acteurs du secteur sur la problématique de la gestion des déchets en Algérie et sur les enjeux majeurs liés à l'épuisement des ressources naturelles non renouvelables, ainsi que sur le potentiel économique de la valorisation des déchets dans le cadre de l'économie circulaire, explique la même source. Un objectif qui s'inscrit en droite ligne avec la stratégie nationale de gestion intégrée des déchets

(SNGID35) qui prévoit d'atteindre un taux de recyclage de 60% des déchets inertes à l'horizon 2035. "Si on considère que seuls 7% à 10% des déchets inertes produits en Algérie sont recyclés de nos jours, l'objectif posé par SNGID 35 pour 2035 est ambitieux et sa réalisation appelle à une forte implication du secteur de la construction", affirme le document. Ainsi, à travers cette journée qui réunira les différents acteurs des secteurs des travaux publics et de l'environnement, les organisateurs ambitionnent à ce que "les présentations et les débats débouchent sur une prise de conscience pour la préservation de l'environnement et une réflexion sur les mécanismes organisationnels pratiques à mettre en œuvre et éventuellement une feuille de route pour l'intégration de l'EC dans les activités du BTP dans notre pays".

Les initiateurs de cette rencontre soulignent, par ailleurs, l'importance du recyclage dans le BTP qui est un secteur "fortement pollueur, grand producteur de déchets, et grand consommateur de ressources naturelles non renouvelables". "Le recyclage constitue, de ce fait, un levier d'action formidable pour réduire les déchets à stocker et préserver les ressources naturelles non renouvelables tout en créant des emplois", ont-ils souligné, en précisant que la recherche avait démontré que tous les déchets (béton, briques, tuiles, céramique) pouvaient être recyclés dans le BTP en tant que matériaux de construction alternatif de qualité souvent comparable à celle des matériaux neufs. Dans ce contexte, ils ont cité l'exemple de certains pays qui se sont engagés dans la construction durable comme la Grande Bretagne et la

Finlande, en œuvrant à l'intégration de l'économie circulaire (EC) dans les activités du BTP. "Dans ces pays on trouve un marché des matériaux recyclés et une réglementation technique adaptée ainsi que des politiques publiques qui encouragent fortement l'adoption des matériaux alternatifs dans les projets de construction", ont-ils souligné. En plus des universitaires et des chercheurs, cet événement verra la participation de cadres de départements techniques chargés de l'aménagement du territoire, des maîtres d'ouvrages, des représentants d'entreprises, les organes de normalisation en plus des cadres de l'environnement ainsi que des acteurs activant dans la gestion et des recycleurs de déchets.

R.E.

R.E.

UNIVERSITÉS-SECTEURS ÉCONOMIQUES

Nécessité de renforcer la coopération

Les ministres de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, et de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani ont souligné, dimanche à Alger, la nécessité de renforcer la coopération entre les universités et les centres de recherche, d'une part, et les secteurs économiques, d'autre part, notamment dans le domaine de la biodiversité marine. Lors d'une visite de travail et d'inspection à l'École nationale supérieure des sciences de la mer et de l'aménagement du littoral (ENSSMAL), M. Baddari a souligné la nécessité de s'ouvrir davantage sur les universités pour exploiter les recherches et les mettre en application par les secteurs économiques, estimant que cette école est capable de donner une forte impulsion au secteur économique dans le domaine de la pharmacie, de la pêche et de l'aquaculture. Après l'inauguration de la base de données sur la biodiversité marine du littoral algérien, M. Baddari a appelé les secteurs

économiques à exploiter la plateforme, estimant que ce centre de recherche peut contribuer à réduire les difficultés rencontrées par les différents secteurs en lien avec la biodiversité marine. La plateforme inventorie 2.453 espèces marines microscopiques et non microscopiques sur environ 4.000 à 4.500 espèces animales et végétales marines présentes sur le littoral algérien. Les données fournies (nom scientifique des organismes marins, informations sur leur distribution géographique et le milieu marin les abritant et risques rencontrés) permettent une exploitation dans les domaines de la pharmacie, de la pêche et de la commercialisation des produits alimentaires. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique s'est, par ailleurs, félicité des efforts consentis par les étudiants de l'école à assurer ce dont a besoin la société, précisant que parmi 105 projets de thèse, 60 projets seront orientés vers la création de start-up et de micro-entreprises en

matière d'exploitation des productions halieutiques, pour assurer des postes d'emploi et répondre aux enjeux de la sécurité alimentaire. De son côté, M. Badani a fait part de la disponibilité de son secteur à œuvrer conjointement avec le secteur de l'Enseignement supérieur, en vue de concrétiser sur le terrain les projets, de manière à contribuer à soutenir l'économie nationale". Les deux ministres ont supervisé, lors de cette visite, l'inauguration de plusieurs structures, comme l'incubateur d'affaires de l'École, inspecté une plateforme numérique dédiée à l'accompagnement des stations de dessalement de l'eau de mer et se sont enquis des différents projets d'innovation réalisés par les étudiants de l'École, à l'instar du projet d'élevage et de production de calamar, le premier du genre en Algérie et qui a réalisé un taux de réussite de 80%, dans l'attente de l'adoption du projet en tant que micro-entreprise.

ORAN

2e Salon national du safran du 11 au 13 mai

La deuxième édition du Salon national du safran se tiendra du 11 au 13 mai en cours à Oran, avec la participation de producteurs, qui viendront exposer leurs expériences dans le domaine de la culture de ce produit, a-t-on appris, dimanche, des producteurs. Cette manifestation, qui sera placée sous le patronage du ministère de l'Agriculture et du développement rural et la wilaya d'Oran, verra la participation de 25 exposants producteurs de safran de différentes wilayas du pays, a souligné l'experte en agronomie à la Direction des services agricoles, Sabrina Hireche. Ce salon qui sera abrité par la pépinière "Manbar El Hadaïk" d'Es-Senia et co-organisé avec la Chambre de l'agriculture et des producteurs de safran, verra également l'exposition de la matière première du safran et les produits dérivés liés à cette culture.

Ce salon constituera un espace de commercialisation du safran algérien et une opportunité de rencontre et d'échange d'expériences dans le domaine de la culture du safran et de la promotion de ce type de plantes. A noter que des conférences sont prévues, lors de cette manifestation, dont la première édition a été tenue en 2021, traitant de la culture du safran et des méthodes de son développement animées par des universitaires.

CAMPAGNE MOISSON-BATTAGE

**Une production
céréalière de plus
de 200 000 qx
attendue****à Timimoun**

Une production de plus de 200 000 quintaux (qx) de céréales, toutes variétés confondues, est attendue dans la wilaya de Timimoun, au terme de la campagne moisson-battage de l'actuelle saison agricole (2022-2023), a-t-on appris de la direction locale des services agricoles (DSA).

Cette récolte prévisionnelle, sera réalisée sur une superficie globale de 6.000 hectares (ha) consacrée à la céréaliculture à travers les daïras de Timimoun, Ougrout et Tinerkouk, dont 4 749 ha dédiés au blé dur, 415 ha (blé tendre) et 20 ha (orge), a précisé le directeur du secteur, Rafik Benmansour, en marge de la campagne moisson-battage dont le coup d'envoi a été donné par les autorités de la wilaya. Pour assurer le bon déroulement de cette campagne qui se poursuivra jusqu'à la fin du mois courant, les moyens logistiques nécessaires dont 28 moissonneuses batteuses et 25 camions ont été mobilisés, a indiqué le directeur de la Coopérative des céréales et des légumineuses secs (CCLS) à Timimoun, Hamdani Mokhtar. Le chef de l'exécutif local, Youcef Bechlaoui a, à cette occasion, affirmé que « la céréaliculture a connu une amélioration notable dans la wilaya, comparativement à la saison précédente grâce à une extension estimée à 25 % de la surface réservée à cette filière stratégique, ce qui permettra de contribuer à la réalisation de la sécurité alimentaire ». La wilaya a bénéficié de plusieurs projets, notamment l'ouverture de pistes d'accès aux périmètres agricoles, l'octroi d'autorisations de forages, l'électrification de 20 ha de terres agricoles, au profit de 85 céréaliculteurs, en plus de la mise en service de sept pivots, a-t-il ajouté.

ORAN

**Coup d'envoi de la campagne nationale
de plantation du tournesol**

La campagne nationale de plantation du tournesol a été lancée à la ferme pilote Si Miloud de Oued Tlélal (Oran), en concrétisation du programme national de développement de cette culture.

Le programme de culture du tournesol, initié par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, cible une superficie de 45 000 hectares au niveau du pays cette saison, a souligné le directeur central chargé de la production et de la régulation des filières végétales au ministère de tutelle, Mohamed El-Hadi Sakhri, dans une déclaration à l'APS en marge de cette campagne. L'opération de plantation de cette plante oléagineuse a été lancée au Nord du pays, a indiqué M. Sakhri qui a fait savoir que ce programme vise à réduire la facture d'importation des huiles de table à au moins 30 à 40% et celle destinée à l'aliment de bétail (fourrage).

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme, le ministère de l'Agriculture a mis en place un dispositif de soutien aux agriculteurs. Ainsi, est accordé un soutien de 3 000 DA au quintal productif, de 3 500 DA à l'agriculteur activant au titre de la coopérative et un autre au producteur qui prend en charge la maintenance et le stockage, a-t-on indiqué. En plus de ce système incitatif qui concerne toutes les plantes oléagineuses dont le tournesol, le ministère a aussi mis en place un système contractuel reliant les agriculteurs aux producteurs pour assurer la commercialisation des produits, a souligné le chargé d'études auprès du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Terba Miloud. L'agriculteur, impliqué dans ce programme, bénéficie également d'un accompagnement technique par divers instituts agricoles nationaux et de crédit saisonnier, selon le même responsable, qui a indiqué que le secteur agricole en Algérie mise sur cette culture, considérée aisée par rap-



port à d'autres oléagineuses, surtout que les agriculteurs ont aujourd'hui connaissance de la plante de tournesol.

Dans le cadre du renforcement du programme national de culture du tournesol, plus de 120 ha ont été attribués dans la wilaya d'Oran dont 110 ha au niveau de la ferme pilote « Si Miloud », a fait savoir la directrice locale des services agricoles, Amrani Karima, qui a mis l'accent sur l'adoption de l'irrigation d'appoint dans cette culture. Pour sa part, le secrétaire général de la chambre d'agriculture d'Oran, Zeddoum Lahouari a appelé les agriculteurs à adhérer dans le pro-

gramme de développement de cette culture afin de contribuer à la sécurité alimentaire.

À l'occasion du lancement de la campagne de culture du tournesol, une rencontre a été organisée par l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAI), à laquelle ont assisté des agriculteurs de différentes wilayas du pays et des représentants d'instances agricoles et autres acteurs du secteur. D'amples informations y ont été fournies sur le mode de plantation du tournesol et les moyens d'irrigation, d'engraisement et du machinisme, ainsi que sur le processus technique de la culture de cette plant.

TEBESSA

Les pressoirs à l'huile d'olive de Berzkal défient les assauts du temps

Les pressoirs à huile d'olive de la région de Berzkal (commune d'El Ma Labiodh, à 35 km au Sud-est de Tébessa), sites archéologiques de valeur et précieux témoins matériels d'un passé florissant, ont su résister en défiant les assauts du temps et les rigueurs d'un climat changeant.

Des études et des recherches ont établi que les huileries de Berzkal, édifiées durant l'époque Romaine entre l'an 98 et l'an 117, constituaient le principal fournisseur d'huile d'olive de l'Empire Romain. Celui-ci faisait également acheminer depuis cette région divers autres produits de la terre, ce qui atteste du développement de l'agriculture dans cette région de l'extrême Est algérien.

Dans une déclaration à l'APS, Azzedine Lotfi, directeur de l'antenne locale de l'Office national pour la gestion et l'exploitation des biens culturels protégés (OGEBEC), a précisé que les pressoirs à olives de Berzkal font partie des sites archéologiques protégés et classés par l'Etat.

Ils ont été construits sur une superficie de l'ordre de 800 m². Ils se composent de 3 étages et 4 sections et comprennent plusieurs presses pour extraire les meilleures variétés d'huile d'olive. Les pressoirs, décorés d'arcs et de sculptures en pierre, sont entourés de vastes étendues, s'étalant à perte de vue et abritant des milliers d'oli-

vers. Selon le même responsable, ce vestige archéologique illustre de manière claire la vie économique et agricole dans cette région durant l'époque romaine. Une période durant laquelle, a-t-il précisé, la production d'huile d'olive variait entre 15 et 20 mille litres par jour en raison de l'adéquation du climat et de la nature du sol pour cette filière agricole. Cela a permis aux pressoirs de Berzkal, a encore indiqué M. Lotfi, d'occuper la deuxième place au niveau national en termes de volume de production après l'huilerie de Nadhor, dans la wilaya de Tipasa.

Malheureusement, les pressoirs ont subi d'importantes dégradations dues au vol, aux actes de vandalisme et aux pillages qui les ont affectés à plusieurs reprises. Les dégradations subies s'expliquent également par les changements climatiques et les vents violents qui avaient affecté la zone en 2007. Des vents qui avaient entraîné la chute des colonnes des pressoirs, influant négativement leur aspect esthétique, a souligné le même responsable.

Cela a conduit les autorités locales à prendre, par le biais de la direction de la Culture et des Arts, et sous la supervision de l'OGEBEC, plusieurs mesures destinées à protéger et à réhabiliter ce site archéologique. C'est ainsi, a souligné M. Lotfi, que trois entrées principales ont été aména-

gées, en même temps que la pose d'une clôture et l'emploi de gardiens pour la surveillance et la protection du site à l'effet d'attirer le plus grand nombre de visiteurs de l'intérieur et de l'extérieur de la wilaya et même des touristes étrangers.

Le responsable de l'antenne locale de l'OGEBEC a également fait part d'une campagne de plantation de plus de 3.000 oliviers dans la zone, en application des instructions du ministère de tutelle, et de l'achèvement d'une étude technique en vue de la reconstruction des colonnes tombées en 2007.

"Tickets" et guides touristiques pour promouvoir le site

Les pressoirs à huile d'olive de Berzkal attirent chaque année de nombreux étudiants de l'université Larbi-Tébessi et de plusieurs autres universités du pays, ainsi que des chercheurs en histoire et des personnes intéressées par l'archéologie, selon la même source. M. Lotfi a également précisé que des guides ont été désignés par l'OGEBEC afin de promouvoir le site archéologique et accompagner les visiteurs.

Les huileries de Berzkal reçoivent également de nombreux stagiaires des établissements de formation professionnelle qui reçoivent des explications détaillées sur l'architecture ancienne, comme l'a indiqué le même responsable. Ces visites sont encadrées

par des spécialistes de l'OGEBEC tandis que des tickets d'entrée ont été créés pour un montant symbolique pour permettre le décompte du nombre réel de visiteurs. Le fruit de la vente de ces tickets constitue, en outre, un revenu supplémentaire à même de participer à la préservation et à la protection du site.

Le directeur de l'antenne locale de l'OGEBEC a aussi fait part d'une "coordination complète" avec les différents services de sécurité pour protéger le site contre le vol, le vandalisme et le déversement anarchique de déchets. De plus, un plan d'intervention et de premiers secours a été élaboré qui clarifie les mesures nécessaires en cas d'urgence.

Pour rappel, Tébessa est considérée comme une wilaya archéologique par excellence, caractérisée par la présence d'un nombre important de monuments dans le tissu urbain. Elle compte plus de 2.000 sites archéologiques, dont 27 monuments classés, témoins de la succession de civilisations anciennes.

Un patrimoine de première importance qui représente un précieux atout pour attirer des touristes du monde entier. D'autant que la wilaya de Tébessa est connue pour l'industrie lithique préhistorique (Atérien), couvrant l'Afrique du Nord et le Sahara, et appartenant au Paléolithique moyen d'Afrique.

AVANT LA FIN DE L'ÈRE DU PÉTROLE

L'économie fossile américaine vit ses dernières années

Suite et fin

La production pétrolière américaine est sur le point d'atteindre son maximum, mais le monde n'est pas préparé aux conséquences économiques et politiques considérables qui en résulteront. La seule voie possible est celle de la transformation énergétique et économique.

Toutefois, les producteurs de l'OPEP commenceront également à vivre leur crépuscule très peu de temps après le déclin du schiste américain, ce qui signifie que les investisseurs enregistreront des pertes importantes bien plus tôt qu'ils ne l'imaginent.

4. Les prix du pétrole fluctueront dans une fourchette plus large lorsque le schiste américain atteindra son apogée

Alors que l'on peut s'attendre à une volatilité importante des prix du pétrole, en raison de l'impact récessif des prix élevés du pétrole qui réduirait la demande et conduirait donc à une baisse des prix, à mesure que nous approchons du plateau et du déclin de la production des États-Unis et de l'OPEP, la baisse globale de l'offre devrait aggraver les fluctuations des prix du pétrole dans une fourchette beaucoup plus large, qui deviendra la nouvelle norme aussi longtemps que la demande de pétrole restera élevée. Cela pourrait également inciter à croire à court terme que les nouveaux investissements dans le pétrole et le gaz sont rentables. Ce serait pourtant une erreur colossale, comme nous le verrons plus loin, en raison des réductions à venir de la demande de pétrole dans la seconde moitié de cette décennie, qui atténueront les prix élevés et rendront les entreprises de combustibles fossiles de moins en moins rentables.

5. Nous pouvons nous attendre à une polarisation politique accrue

L'idéologie de l'industrie existante empêchera probablement de nombreux acteurs du secteur de l'énergie de reconnaître l'évidence des problèmes à venir ; ce qui explique les actions régressives et auto-destructrices de l'administration Biden, qui s'est engagée à forer dans l'Arctique. C'est comme parier sur un cheval perdant après avoir appris qu'il était sur le point d'être dépassé par des voitures. Cela illustre le pouvoir des lobbies pétroliers américains dans leur dernière tentative désespérée de rester en vie grâce aux subventions des contribuables, au mépris des dures réalités économiques. (Il y a quelques années, j'ai révélé l'histoire de l'étude militaire britannique qui concluait que le forage dans l'Arctique était inutile pour des raisons économiques parce que les coûts étaient si élevés et les bénéfices si faibles qu'ils rendaient le projet commercialement infaisable) Cela laisse présager que le champ de bataille politique entre les lobbies des combustibles fossiles et les défenseurs des énergies propres va s'envenimer, le pouvoir en place redoublant d'efforts pour réclamer davantage de subventions publiques. Des millions d'emplois seront menacés par le déclin de l'industrie américaine du schiste, ce qui pourrait avoir d'autres conséquences économiques et culturelles négatives à mesure que les États-Unis reviendront à un statut d'importateur net.

6. La transition vers l'énergie propre sera essentielle pour stabiliser l'économie mondiale et rétablir la prospérité

La seule issue viable à cette crise consistera à accélérer la transition vers l'énergie propre en se concentrant sur le déploiement de technologies qui s'améliorent de manière accélérée et qui sont déjà en train de se développer parce que leur coût est compétitif par rapport à celui des combustibles fossiles, à savoir l'énergie solaire, l'énergie éolienne et les batteries. Cela permettra de jeter les bases d'autres applications potentielles telles que les biocarburants ou l'ammoniac vert issu de l'hydrogène vert. Cette transformation est déjà en cours et offre aux États-Unis et à d'autres pays la possibilité de produire de plus grandes quantités d'énergie à une fraction du coût des combustibles fossiles. Dans Rethinking Climate Change, un rapport de RethinkX pour lequel j'ai contribué à la rédaction, nous avons constaté que même en l'absence de décisions politiques pertinentes et d'obstacles institutionnels majeurs, les facteurs économiques conduiront inévitablement les industries en place à s'effondrer d'ici 2040, à mesure qu'elles seront remplacées par de nouveaux systèmes solaires, éoliens et de batteries. Malheureusement, bien que cette évolution soit beaucoup plus rapide que ne le reconnaissent les analystes conventionnels, elle n'est pas assez rapide pour éviter un changement climatique dangereux.

7. La demande de pétrole va connaître une hémorragie, car la transition vers l'énergie propre est désormais inéluctable

Les données examinées par RethinkX indiquent que la demande de pétrole devrait atteindre son maximum bien plus tôt que ne le prévoient les agences de l'énergie en place, et décliner bien plus rapidement après le pic. Le rapport de RethinkX suggère que la demande de pétrole atteindra probablement un pic entre 2025 et 2030, suivi d'une baisse progressive jusqu'en 2040. Il est essentiel de reconnaître que les moteurs économiques de cette baisse prochaine de la demande de pétrole ne se limitent pas aux technologies énergétiques de rupture, mais incluent la perturbation des systèmes de transport et d'alimentation par les véhicules électriques, les véhicules électriques autonomes, la fertilisation de précision et l'agriculture biologique. Cela met également en lumière la situation délicate dans laquelle se trouve la civilisation au cours de cette décennie : à mesure que l'industrie énergétique historique décline, entraînant avec elle l'économie, il y a un risque que cela fasse dérailler les facteurs économiques qui stimulent actuellement l'adoption rapide des technologies d'énergie propre. Cela signifie que nous devons accélérer l'adoption de ces technologies au cours de cette décennie.

8. La volatilité élevée des prix du pétrole sera suivie d'un effondrement des prix du pétrole lorsque la demande atteindra son maximum et diminuera

À la fin des années 2020, nous verrons probablement la demande de pétrole commencer à atteindre son maximum. Ce phénomène sera exacerbé par le fait que l'industrie pétrolière mondiale deviendra économiquement insoutenable vers 2030, lorsqu'elle se mettra à consommer un quart de sa propre énergie juste pour continuer à pomper plus de pétrole. Même le Journal of Petroleum Technology, publié par la Society of Petroleum Engineers, prend cette perspective au sérieux. La baisse de la demande de pétrole s'accompagnera d'une baisse des prix du pétrole. À ce stade, en supposant que les dernières études EROI soient exactes, [EROI : Energy Returned On Energy Invested, taux de retour énergétique, CAD l'énergie produite par rapport à l'énergie dépensée pour l'extraire, NdT] l'effondrement de l'industrie mondiale commencera à s'accélérer, car une fois que les prix passeront en dessous d'un certain seuil et que les indices EROI seront déjà insoutenables, l'industrie deviendra tout simplement impossible à maintenir sur le plan économique.

Que faire ?

La question majeure qui se pose ici est bien sûr de savoir comment accélérer la transformation.

La tâche principale est simple : nous devons faire prendre conscience au public que la fin de l'ère du pétrole approche à grands pas et qu'elle arrivera dans les deux prochaines décennies. Cette arrivée inévitable ne signifiera pas en soi que nous éviterons un changement climatique dangereux. Mais elle signifiera que les actifs pétroliers et gaziers sont obsolètes ; ils ont été largement surévalués et, par conséquent, les investissements dans ces actifs ne produiront jamais les rendements escomptés, ce qui se traduira par des pertes se chiffrant en milliers de milliards de dollars. Cela n'est pas simplement dû à la perspective d'une action politique en matière de climat, mais à la réalité des bouleversements technologiques en cours dans les domaines de l'énergie, des transports et de l'alimentation, ainsi qu'à la dynamique interne de l'EROI au sein de l'industrie elle-même. Si les conséquences immédiates de cette évolution pour les investissements conventionnels dans les industries en place sont désastreuses, les implications plus larges sont stupéfiantes. Cela signifie que les domaines les plus lucratifs des nouveaux investissements, où l'on peut trouver le potentiel de rendement le plus élevé, ne seront pas, en fin de compte, les industries des combustibles fossiles en voie d'extinction, mais les technologies qui s'améliorent de manière exponentielle et qui sont sur le point de transformer nos sociétés pour le mieux. Ces technologies pourraient contribuer à

débloquer la prospérité future pour tous, à condition qu'elles soient déployées dans le contexte d'un nouveau paradigme social, organisationnel et culturel optimisé pour la décentralisation.

L'un des principaux obstacles à la transformation réside dans le peu de compréhension qu'ont encore les institutions financières et les décideurs politiques de ces processus, qui sont des dynamiques de changement de phase. Cela signifie que la question de l'inflation n'est pas une crise au sein d'un système économique statique et en place ; c'est un symptôme de la disparition du système de l'âge du pétrole alors qu'un nouveau système potentiel émerge, ce qui signifie qu'essayer de la résoudre en utilisant les mêmes vieux outils macroéconomiques (par exemple, l'augmentation des taux d'intérêt, l'austérité, etc) de l'ancien système ne fonctionnera pas. Nous devons plutôt accélérer l'émergence du nouveau système, ce qui nécessite de maximiser les flux de capitaux vers les principaux moteurs, technologies et structures organisationnelles de ce nouveau système. À son niveau le plus fondamental, cela exige des incitations macroéconomiques pour ces flux de capitaux.

Il est donc impératif de sensibiliser les principales parties prenantes à la fin de l'ère pétrolière, afin d'améliorer la prise de décision. Cela implique des formes d'organisation beaucoup plus robustes pour diffuser ces approches systémiques plus précises de la compréhension du monde dans les espaces les plus stratégiques afin d'exploiter au maximum le potentiel d'impact.

Nous devons également nous préparer, ainsi que nos organisations, à ce qui nous attend. Il ne s'agit pas seulement d'examiner les processus matériels, les chaînes d'approvisionnement et d'autres éléments de ce type, mais aussi de réfléchir aux valeurs, aux structures sociétales et aux modèles économiques qui conviendront le mieux au système émergent. En fin de compte, nous devons développer et incarner de nouvelles façons globales de voir et d'être dans le monde qui nous permettent de reconnaître et de naviguer dans la complexité, en particulier pour cette période de bouleversements qui s'annonce.

Dans les prochains articles, nous explorerons d'autres implications de cette analyse. Nous examinerons ce que tout cela signifie pour notre réflexion critique sur les systèmes et les concepts de plus en plus courants tels que la multirrise ; sur la base des principales tendances identifiées ici, nous explorerons divers scénarios émergents qui pourraient vraisemblablement se dérouler au cours de la prochaine décennie ; et sur cette base, nous serons en mesure de développer une idée plus précise de ce qu'il convient de faire.

Source : *Age of Transformation*, Nafeez Ahmed, 24-03-2023

POUR UNE PART MINORITAIRE AU CAPITAL DU MAROCAIN PROMAMEC

Vantage Capital engage 33 millions \$

Le gestionnaire de fonds mezzanine réalise son troisième investissement au Maroc et son 34^e investissement à ce jour en Afrique. Cette opération se traduit par la sortie d'AfricInvest qui quittera l'actionariat de Promamec après 5 ans de collaboration.

Vantage Capital, le gestionnaire de fonds mezzanine centré sur l'Afrique, a annoncé jeudi 4 mai la réalisation d'un investissement en capital de 30 millions d'euros (33 millions \$) au sein de Promamec. En contrepartie, Vantage va acquérir une participation minoritaire dans le capital de cette entreprise marocaine spécialisée dans la production et la commercialisation de dispositifs médicaux, équipements et consommables.

Cet investissement réalisé par Vantage permettra à l'entreprise fondée en 1981 par la famille Lahlou de financer de nouveaux investissements. La transaction doit encore être approuvée par les autorités marocaines de la concurrence. Au terme de ce processus, la famille Lahlou conservera une part majoritaire au capital de Promamec.

« Nous sommes ravis d'accueillir dans notre actionariat Vantage Capital. Cette dernière nous accompagnera au cours des prochaines années dans notre stratégie de diversification de notre gamme de produits, d'augmentation de notre capacité de production et surtout d'expansion de notre présence géographique en Afrique subsaharienne », a déclaré Naoufal Lahlou, directeur général de Promamec.

L'entrée de Vantage Capital dans le tour de table de Promamec se traduira par la sortie d'AfricInvest. Le gestionnaire de fonds de private equity s'en va après 5 ans d'investissement au sein de l'entreprise marocaine.

Pour Vantage, cette transaction représente son troisième investissement au Maroc. Elle contribuera à renforcer la présence du gestionnaire de fonds mezzanine dans ce royaume d'Afrique du Nord, considéré comme l'un de ses principaux marchés cibles. L'opération marque également le 34^e investissement de Vantage Capital réalisé à ce jour. Le gestionnaire de fonds qui démarre ses activités en 2001 dispose actuellement d'un portefeuille d'investissements réparti dans 11 pays africains.

TUNISIE

Les investissements directs étrangers ont augmenté à 215 millions \$ au 1^{er} trimestre 2023 (+10,2%)

L'ensemble des secteurs d'activité économique ont attiré plus d'IDE à l'exception de celui de l'énergie, qui a connu une régression à cause de l'arrêt quasi total de l'attribution des permis de recherche des hydrocarbures.

Le flux des investissements directs étrangers (IDE) vers la Tunisie a atteint 652,9 millions de dinars (215 millions de dollars) au premier trimestre 2023, en hausse de 10,2% par rapport à la même période de 2022, selon des données publiées le mercredi 3 mai par l'Agence de promotion de l'investissement extérieur (FIPA). Tous les secteurs ont capté plus d'IDE durant les trois premiers mois de l'année en cours, à l'exception de celui de l'énergie qui a connu une régression à cause de l'arrêt quasi total de l'attribution des permis de recherche des hydrocarbures, a-t-on précisé de même source.

Avec 300 millions de dinars, le secteur des services arrive en tête des secteurs ayant attiré le plus d'IDE



entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2023, devant l'industrie (234,6 millions de dinars), l'énergie (116,9 millions) et l'agriculture (0,5 million). La FIPA a par ailleurs indiqué que les investissements de portefeuille (acquisitions des obligations

ou des actions d'une entreprise dans une optique de placement, sans volonté de la contrôler) ont atteint 33,6 millions de dinars au premier trimestre 2023, ce qui représente une hausse de 917% par rapport à la même période de 2022.

CHAMP PÉTROLIER TUNISIEN SABRIA

Lancement des opérations de reconditionnement du champ pétrolier Sabria de Serinus Energy

En décembre 2022, la compagnie Serinus Energy avait révélé son intention d'exécuter des travaux de reconditionnement sur le champ pétrolier tunisien Sabria. La société Serinus Energy a annoncé, ce mardi 2 mai, le démarrage des activités de reconditionnement sur le périmètre pétrolier Sabria en Tunisie. Ces travaux s'inscrivent dans le cadre du plan visant à optimiser la production du site et devraient durer entre 30 et 40 jours selon les prévisions. Initialement, la réalisation de ce programme devait essentiellement concerner le puits W-1, endommagé. Au début du mois d'avril, les parties prenantes ont décidé d'abandonner ce projet au profit du puits N-2.

Comme le puits W-1, le puits N-2, foré depuis 1980, n'a pas été en mesure de fournir des volumes substantiels d'hydrocarbures malgré sa localisation à proximité du WIN-12bis, actuellement en production.

Serinus Energy et sa partenaire, l'Entreprise tunisienne d'Activités pétrolières (ETAP), tablent sur ces activités de reconditionnement pour favoriser une meilleure monétisation du champ pétrolier Sabria dont on estime qu'il héberge quelque 445 millions de barils équivalents pétrole d'hydrocarbures.

MAURITANIE

Atelier de validation de la décision d'orientation sur l'étude plan directeur de la ville de Rosso

Le wali du Trarza, M. Mohamed Ould Ahmed Maouloud, a supervisé, dans la ville de Rosso, l'ouverture d'un atelier de validation de la décision d'orientation sur l'étude du plan directeur de l'aménagement de l'espace urbain organisé par le projet "Construction du pont de Rosso connu sous le nom de SDAU.

Participent à cet atelier qui dure un seul jour des cadres du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire et les chefs des services régionaux au Trarza.

Dans un mot prononcé pour la circonstance, le wali a indiqué que cette étude sera effectuée sur quatre étapes, soulignant que l'élargissement prochain de la ville de Rosso et l'exis-



tence d'importants projets comme celui du pont de Rosso imposent sa réorganisation pour répondre à sa nouvelle situation démographique. De son côté, le maire de Rosso, M. Bamba Ould Dermane, a indiqué que la réalisation de

cette étude permettra de moderniser la ville et de lui donner un visage respectable. L'atelier a été marqué par la présentation d'un exposé détaillé présenté par M. Ahmed Ould Mohamed Yahya coordinateur adjoint du projet

construction du pont de Rosso. Un autre exposé a été présenté sur l'étude détaillée du plan directeur de la préparation de l'espace urbain de la ville et ses étapes.

SELON LE FMI

Le Kenya ne fait pas partie des pays menacés de défaut de paiement

Alors que les investisseurs ont exprimé des inquiétudes quant à la viabilité de la dette du Kenya, la DG du FMI estime que la première économie d'Afrique de l'Est ne devrait pas avoir de difficulté à rembourser ses 2 milliards USD d'euro-obligations en 2024.

La directrice générale du Fonds monétaire international, Kristalina Georgieva, a déclaré mercredi 3 mai que le Kenya ne fait pas partie des pays menacés de défaut de paiement, balayant d'un revers les inquiétudes des marchés sur la capacité du pays Est-africain à assurer le service de sa dette. « 19 pays d'Afrique subsaharienne sont surendettés ou proches du danger de surendettement [...] Le Kenya ne fait certainement pas partie de ces pays. [...] Nous ne pensons pas que le Kenya ait des difficultés à rembourser des euro-obligations de 2 milliards USD l'année prochaine » a-t-elle affirmé à la presse, au terme d'une visite à Nairobi. Elle a également estimé que les réserves de change du pays sont « encore assez solides », tout en indiquant que le gouvernement kényan peut lever des fonds grâce à des prêts

syndiqués et obtenir des financements du FMI.

Les déclarations de la responsable de l'institution financière multilatérale interviennent après les inquiétudes exprimées ces dernières semaines par des investisseurs autour de la capacité du Kenya à rembourser ses 2 milliards USD d'euro-obligations en 2024, alors que le pays a récemment été obligé de retarder le versement des salaires des fonctionnaires à cause d'une grave crise de liquidités. Le gouvernement kényan avait pourtant annoncé le mercredi 19 avril qu'il allait émettre un eurobond durant l'exercice 2023/2024 (1er juillet au 30 juin) pour refinancer 2 milliards USD d'euro-obligations arrivant à échéance en juin 2024.

La hausse des taux d'intérêt à l'échelle mondiale et la dépréciation du shilling kényan ont été à l'origine d'une forte augmentation

du coût du service de la dette, qui siphonne environ 63% des recettes fiscales du pays. Le gouverneur de la Banque centrale kényane, Patrick Njoroge, a annoncé à la mi-avril que Nairobi a sollicité un nouveau financement du FMI au titre du fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité, un mécanisme de prêt lancé en 2022 par l'institution financière multilatérale pour aider les pays à revenu faible ou intermédiaire confrontés à des risques macroéconomiques. Il a également indiqué que le Kenya devrait obtenir 250 millions USD grâce à un prêt syndiqué, ainsi qu'un appui budgétaire de 1 milliard USD de la Banque mondiale d'ici fin mai pour limiter la détérioration de ses réserves de change. Ces dernières ont baissé à 6,4 milliards USD au 5 avril contre 7 milliards USD au 30 janvier.

PÉTROLE

Les prix baissent sur les marchés mondiaux mais l'essence pourrait rester chère en Afrique

Alors que les prix du brut se maintiennent encore à un niveau bas sur les marchés internationaux, pour les ménages africains une double perte se dessine à l'horizon : leurs pétroles seront vendus moins chers, tandis qu'eux devront continuer à payer un prix élevé pour avoir de l'essence.

Sur les marchés internationaux, les prix du baril des diverses catégories de pétrole ont débuté la journée du 5 mai 2023 en très légère hausse, mais on reste encore en dessous des 75\$ le baril pour les ressources des trois grands producteurs africains que sont le Nigeria, l'Angola et l'Algérie. Après avoir rebondi début avril 2023, après l'annonce par l'organisation des pays producteurs de pétrole d'une réduction de plus de 1 million de barils de leurs productions journalières.

De nombreux analystes du secteur estiment que les prix ne devraient pas remonter de sitôt. Selon des experts de Standard Chartered Bank cités par la plateforme Open Oil, la baisse de production des membres de l'OPEP+ permettra juste de réduire les stocks qui ont été provisionnés par différents pays, notamment les Etats-Unis qui sont de gros consommateurs des hydrocarbures.

D'autres analystes suggèrent aussi que le marché du trading pétrolier reste préoccupé

par l'état de la reprise dans les principales économies du monde. Aux USA, le rythme de création d'emploi continue d'être lent et pour l'économie cela signifie moins de consommation. En Europe, même si l'inflation recule, la reprise économique reste très lente et plusieurs gouvernements font face à des pressions budgétaires.

Enfin, selon un reportage effectué par Reuters, la décision de limiter la valeur du baril de pétrole russe à 60\$ entraîne des distorsions sur le marché, car de gros consommateurs comme l'Inde ou encore la Chine sont soupçonnés d'acheter massivement ce pétrole et du coup la part vendue sur les autres marchés reste plus abondante que la demande. Dans cette logique, on peut s'attendre à des prix du pétrole bas au moins jusqu'au mois de novembre 2023. Même pour Goldman Sachs qui prévoit un rebond des prix du pétrole dans le futur, ses prévisions se limitent à 107\$ le Baril, toujours loin derrière le pic de 125\$ atteint en juin 2022. La question se pose cependant de savoir si les prix à la pompe reculeront en Afrique. Rien n'est moins sûr alors que la facture énergétique est en train de réduire considérablement le pouvoir d'achat des revenus dans la région. A Nairobi, au Kenya, des voitures à faible consommation permettent aux ménages de compenser un prix de l'essence qui est de près de 15 \$. Mais le

prix de ce véhicule qui a explosé est difficilement accessible pour de nouveaux travailleurs. Dans plusieurs pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), les prix de l'essence ont augmenté parfois de 30%. Au Nigeria, on se demande encore s'il faut arrêter de subventionner.

Si l'accalmie de la crise énergétique profite déjà aux marchés américains et européens (pour une moindre part), ce n'est pas le cas pour l'Afrique où les prix s'ajustent beaucoup plus lentement et reviennent difficilement à leurs niveaux d'avant les crises. Dans beaucoup de ces pays pourtant, le prix du litre d'essence ou du gasoil est en moyenne de 1,5\$. Un montant qui se rapproche ou dépasse parfois le SMIG horaire. Une raison à cette situation est que la chaîne des produits pétroliers est assez compartimentée, même si parfois elle est dominée par les mêmes acteurs. Ces derniers profitent ainsi des dynamiques en amont (production) ou en aval (distribution) pour équilibrer leurs performances financières et tenir les promesses faites à leurs investisseurs. Pour le premier trimestre 2023, l'engagement a été tenu pour les groupes majeurs, dont les bénéfices ont atteint des niveaux records pour la période, en partie grâce aux revenus de la distribution.

APRÈS L'ACHAT D'UNION BANK UK

Le nigérian Fidelity Bank prévoit des acquisitions dans cinq pays africains

Fidelity Bank, qui ambitionne d'intégrer le Top 5 des banques nigérianes en matière de bénéfices nets d'ici 2025, lorgne les pays d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe.

Le groupe bancaire nigérian Fidelity Bank prévoit des acquisitions dans cinq pays africains au cours des trois prochaines années, a rapporté Bloomberg ce vendredi 5 mai, citant la directrice générale de l'institution, Nneka Onyeali-Ikpe.

« D'ici trois ans, nous devrions être en mesure d'être présents dans six nouveaux pays, dont cinq en Afrique, en faisant au moins deux acquisitions par an », a déclaré Mme Onyeali-Ikpe. Dans ce cadre, Fidelity Bank vient de finaliser le rachat de 100 % du capital d'Union Bank United Kingdom, la filiale britannique d'Union Bank of Nigeria.

« Nous négocions actuellement une seconde acquisition, et on espère conclure la transaction d'ici la fin de l'année en cours », a précisé Mme Onyeali-Ikpe, sans dévoiler la cible. Selon elle, la banque lorgne notamment les pays d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe.

Onyeali-Ikpe, qui a pris ses fonctions il y a deux ans, s'est fixé pour objectif de faire de Fidelity Bank l'une des cinq premières banques du Nigeria en matière de bénéfices nets et d'actifs, d'ici 2025.

Classé 6e banque nigérianne pour le total des actifs depuis 2021, l'établissement de crédit fondé en 1988 a annoncé, fin avril, un bénéfice net de 101 millions de dollars en 2022, en hausse de 102 % par rapport à 2021.

AVEC 700 MILLIARDS \$ DE MINÉRAUX DANS SON SOUS-SOL

Le Nigeria ne parvient pas à développer son secteur minier

En février dernier, l'AFC a conclu un accord de partenariat avec le fonds nigérian de développement des minéraux solides (SMDF). L'institution financière panafricaine veut à travers ce partenariat apporter son soutien financier et technique pour aider le pays à accélérer les projets miniers d'échelle commerciale pilotés par le secteur privé.

Malgré le succès rencontré par le Nigeria avec la mise en service fin 2021 de sa première mine d'or industrielle (Segilola), déjà avec l'appui de l'AFC, les objectifs que le régime Buhari s'était fixé pour le secteur minier n'ont globalement pas été atteints. Ce sera donc au gouvernement du nouveau président Bola Tinubu de s'atteler à cette tâche ardue qui est de concrétiser le potentiel de ce secteur qui a beaucoup à apporter à l'économie, mais qui est encore plombé par plusieurs maux.

Les projets de la présidence Buhari dans le secteur minier ne se sont pas concrétisés. Les données officielles existantes sur le secteur minier nigérian indiquent que du pays héberge 44 minéraux solides, dont l'or, le minerai de fer, le charbon, l'étain, le zinc, le nickel, répartis sur plus de 500 sites répertoriés. Certains de ces minéraux existent en abondance dans le sous-sol. C'est le cas par exemple du minerai de fer, dont les réserves du pays s'élèveraient à 2 milliards de tonnes, selon plusieurs estimations. En outre, les ressources de charbon sont estimées à plusieurs milliards de tonnes selon plusieurs évaluations concordantes, alors que des matières premières comme l'or, l'étain seraient également présentes en quantités importantes.

Malgré ce potentiel, le secteur des Mines et Carrières n'a représenté qu'une création de richesse de 686,64 milliards de nairas (1,65

milliard \$) en 2020, soit 0,45 % du produit intérieur brut, contre 0,26 % en 2019, d'après les données de l'ITIE. Et selon l'organisation, cette contribution est principalement portée par les carrières, les mines étant toujours à la traîne. Cela peut s'expliquer par le fait que le potentiel minier est encore largement inexploité, les matières premières minières sont extraites à petite échelle et artisanalement. La première mine industrielle d'or du pays développée par la compagnie Thor Explorations, n'est par exemple entrée en production que très récemment, en 2021.

Des progrès notables, mais un bilan globalement mitigé

Il y a quelques années, le gouvernement nigérian déclarait vouloir augmenter l'apport du secteur minier au PIB, le faisant passer de moins de 0,3% à 3% à l'horizon 2025.

Pour réussir ce pari, sept minéraux ont été déclarés « stratégiques », y compris l'or, le plomb, le zinc, le calcaire et le charbon. L'Etat comptait alors miser sur une réglementation minière avantageuse et compétitive pour développer une industrie minière solide, alors que la plupart des minéraux cités étaient encore exploités de manière artisanale. Quelques mois après cette annonce, le gouvernement a commencé la révision de sa charte minière, en vigueur depuis 2007. L'idée derrière ce projet de révision était de « mettre la législation en conformité avec les meilleures pratiques mondiales, de limiter le rôle du gouvernement à celui de la réglementation et de créer un espace permettant au secteur privé de maintenir une présence plus étendue dans le secteur ».

DETTE AMÉRICAINE

Confrontation politique mardi à la Maison Blanche

L'heure tourne avant un éventuel défaut de paiement: Joe Biden organise mardi un face-à-face avec les chefs de l'opposition parlementaire, pour tenter de trouver un compromis sur la plus lourde dette publique du monde.

Le président américain retrouvera son principal adversaire dans ce dossier, le chef républicain de la Chambre des représentants, Kevin McCarthy, ainsi que Mitch McConnell, leader de la minorité conservatrice au Sénat, l'autre chambre du Congrès. Sur la table des négociations: la réputation financière de l'Amérique, et aussi beaucoup de crédit politique. Le démocrate de 80 ans sait que la manière dont il gèrera cette crise pèsera sur sa campagne de réélection qui débute. Kevin McCarthy, péniblement élu au perchoir de la Chambre, à la tête d'une très courte majorité, joue gros lui aussi.

L'économie en «otage»

Le président américain a dit vendredi que les républicains tentaient de prendre l'économie américaine «en otage», en conditionnant leur vote d'un relèvement du plafond de la dette à des coupes budgétaires «draconiennes». «Les deux choses ne sont pas liées», a-t-il affirmé.

Pour Joe Biden, le respect des engagements financiers accumulés par les administrations américaines successives oblige les parlementaires des deux bords, alors que le budget annuel peut, lui, faire l'objet d'un débat politique. Dans une interview à MSNBC, il a estimé que Kevin McCarthy était un «honnête homme», mais qu'il avait dû, pour sauver son poste, se rallier aux positions «extrêmes» dans son parti.

«Nous, républicains, avons fait ce qu'il fallait. La balle est dans le



camp des démocrates», estime au contraire sur Twitter l'un des élus de l'opposition à la Chambre, John Rose, en reprochant à Joe Biden de fuir une discussion «sérieuse» sur le projet de budget des conservateurs. Ce bras de fer part d'une particularité institutionnelle américaine: régulièrement, le Congrès doit voter pour relever le montant maximal de dette que le gouvernement fédéral est autorisé à accumuler. Jusqu'à la présidence de Barack Obama, c'était plus ou moins une formalité. Mais dans une Amérique où les clivages partisans sont béants, ce n'est cette fois plus le cas. La Maison Blanche et la droite n'ont plus beaucoup de temps pour s'entendre.

Limite du 1er juin

Le Trésor américain a averti que sans vote du Congrès d'ici le 1er juin, le gouvernement devra tailler dans les dépenses courantes et

les prestations sociales s'il veut continuer de pouvoir rembourser ses créanciers et payer les intérêts. Le plafond de la dette est jusqu'ici fixé à 31.000 milliards de dollars - le record de toutes les dettes souveraines dans le monde en valeur absolue. Ce montant a été atteint à la mi-janvier mais le gouvernement fédéral a jusqu'ici géré la situation par des manœuvres comptables. Si l'impasse se poursuit pendant l'été, les États-Unis se trouveraient non seulement dans l'incapacité de payer factures et salaires, mais aussi de rembourser leurs créanciers. Pour la première fois, des porteurs de bons du Trésor américains, le placement roi de la finance mondiale, ne pourraient plus récupérer leur mise. Alors, la Maison Blanche l'assure, finie la reprise économique robuste dont le président américain s'attribue le mérite: les marchés

s'effondreraient, la récession serait historique et le chômage flamberait aux États-Unis - avec des conséquences sur toute l'économie mondiale. Le calendrier est d'autant plus serré que la Chambre des représentants ne siègera que douze jours d'ici le 1er juin. Tandis que Joe Biden s'en va dans deux semaines pour une tournée diplomatique de plusieurs jours au Japon et en Australie. Certains commentateurs estiment que l'administration Biden pourrait, en cas de blocage insoluble, faire une sorte de coup de force juridique et émettre malgré tout de nouvelles créances en invoquant le 14ème amendement de la Constitution. Ce texte pose que «la validité de la dette publique des États-Unis (...) ne doit pas être remise en question». «Je n'en suis pas encore là», a dit Joe Biden à MSNBC, sans écarter formellement cette option.

MODÈLE MONDIALISÉ

HSBC gagne la bataille face au chinois Ping An

Certains investisseurs, dont le puissant assureur chinois Ping An, souhaitent une scission de la banque sino-britannique afin de dégager davantage de valeur. La résolution en ce sens a été rejetée lors de l'assemblée générale du groupe. « Cela devrait mettre un point final au débat sur la structure de la banque » a déclaré le président du conseil d'administration d'HSBC Mark Tucker. La banque HSBC, dont le siège est à Londres mais qui génère le plus gros de ses bénéfices en Asie, a remporté largement le vote des actionnaires contre les demandes de certains investisseurs de scinder le groupe, lors de son assemblée générale vendredi.

« Des résultats indicatifs montrent que les résolutions » déposées par des actionnaires minoritaires et qui demandaient notamment une scission des activités asiatiques du groupe «ont échoué» a déclaré le président du conseil d'administration d'HSBC Mark Tucker à l'issue de l'assemblée générale.

« Une grande majorité des actionnaires de HSBC ont voté massivement en faveur du conseil d'administration », qui s'opposait à cette scission, s'est-il félicité, à l'issue d'un événement secoué par de nombreuses in-

terruptions de militants critiquant la stratégie climatique de la banque. « Cela devrait mettre un point final au débat sur la structure de la banque » a-t-il ajouté.

Le modèle mondialisé mis à l'épreuve

« Ces dernières années, HSBC a obtenu de bien meilleurs résultats dans ses opérations en Asie par rapport à ses opérations occidentales », pointait l'une des résolutions rejetées. « En février 2021, HSBC a annoncé un virage stratégique vers le marché asiatique et un retrait du marché occidental », pourtant « les activités asiatiques continuent de subventionner dans les faits la partie occidentale de l'entreprise, au détriment des actionnaires mondiaux de HSBC », affirmait la résolution, qui était soutenue par Ping An, principal actionnaire de la banque.

L'assureur chinois Ping An mène depuis plusieurs mois une campagne en faveur d'une scission des activités asiatiques afin de dégager davantage de valeur. Dans une rare prise de parole publique, il avait estimé en avril que les performances de la banque n'étaient pas à la hauteur et que le groupe avait échoué à « relever les défis de son modèle d'entreprise »

Pression de l'assureur chinois Ping An

Le groupe bancaire HSBC a toutefois publié un bond de son bénéfice net part du groupe de 274,8% sur un an au premier trimestre 2023. Mais l'assureur estime que la récente amélioration des performances n'est liée qu'à la hausse des taux d'intérêt, qui a désormais atteint son pic, invoquant aussi la détérioration des relations entre les États-Unis et la Chine pour justifier la restructuration. La proposition de scission faisait des adeptes parmi les petits investisseurs à Hong Kong, certains exprimant leur frustration face à l'annulation des dividendes par la banque pendant la pandémie - une autre résolution rejetée vendredi demandait notamment à HSBC une politique de dividendes plus généreuse.

HSBC avait appelé ses actionnaires à se prononcer contre les projets de scission affirmant que cette option se traduirait par des pertes pour les investisseurs.

« Être (une entreprise) mondiale est la façon dont nous générons une part importante de nos revenus » et « une restructuration ou une scission signifierait que nous perdriions ces revenus car notre banque n'aurait plus le caractère connecté que nos clients apprécient », a fait valoir M. Tucker vendredi pendant l'assemblée générale.

AIDE AU DÉVELOPPEMENT

La France a investi 50% de plus en cinq ans

Vendredi, dans une vidéo postée sur Twitter, Emmanuel Macron a annoncé que la France avait investi 15 milliards d'euros dans la solidarité internationale, contre 10 milliards en 2017. Un moyen de protéger « l'avenir de nos jeunes générations » selon le chef de l'Etat. La France devient ainsi le quatrième pourvoyeur de l'aide au développement dans le monde.

En 2022, la France a investi, soit une hausse de 50% en cinq ans, s'est réjoui Emmanuel Macron, vendredi.

« En luttant contre la pauvreté dans le monde, nous luttons contre les causes profondes des guerres. En aidant les pays les plus vulnérables face aux impacts du réchauffement climatique, comme les inondations et les sécheresses, nous luttons pour un ordre international plus juste car ces pays ne sont pas responsables du changement climatique », a déclaré le chef de l'Etat dans une vidéo postée sur Twitter. Et d'arguer que financer des projets pour décarboner la planète ou protéger les forêts et les océans, revenait à protéger « l'avenir de nos jeunes générations ». Face aux différentes crises comme la pandémie de Covid ou la guerre en Ukraine, « il est de notre devoir d'accroître l'effort au niveau mondial et d'embarquer tous les Etats, tous les acteurs (...) pour bâtir un nouveau pacte mondial plus juste et plus solidaire », a-t-il également souligné.

3.000 postes à l'étranger réservés à la jeunesse

« Nous pouvons être fiers de nous classer au 4e rang des pourvoyeurs de l'aide au développement dans le monde », a réagi, vendredi, la ministre française des Affaires étrangères Catherine Colonna, se félicitant que le président ait « maintenu la trajectoire ascendante de ces investissements depuis 2017 ».

Ce dernier a, par ailleurs, annoncé la création « pour la jeunesse française de 3.000 postes d'experts et de volontaires à l'étranger d'ici à 2027 » qui incarneront « les valeurs de la France à l'international ». Il s'agit de postes au sein d'organisations internationales, d'administrations étrangères ou d'ONG. En outre, le chef de l'Etat a évoqué la tenue du sommet international à Paris les 22 et 23 juin qui doit mobiliser plus de moyens et d'investissements en faveur des pays vulnérables en matière de transition climatique avec l'objectif de mobiliser le secteur privé.

« Quand on lutte contre le changement climatique, pour le développement, on est tous gagnant gagnant », a commenté la secrétaire d'Etat au développement, Chrysoula Zacharopoulou, dans un entretien avec l'AFP. La ministre, qui s'est rendue dans plus de 30 pays du continent africain, en Indo-pacifique et en Amérique latine en près d'un an de fonction, a constaté que les besoins étaient « partout ».

Mais elle souligne la nécessité de changer de méthode. « Il faut être plus agile, réactif, transactionnel », a-t-elle dit, ajoutant qu'il fallait aussi sortir de la logique « d'aides automatiques » à tel ou tel pays. Elle a ainsi cité l'exemple de la Zambie -- « pays démocratique qui peut nourrir l'Afrique australe » -- qui est « devenu un partenaire important » ou la Papouasie Nouvelle-Guinée située dans l'Indo-pacifique, région stratégique pour la France. « L'objectif est de proposer une offre française dans plusieurs filières stratégiques combinant financement public, mobilisation des entreprises et formation », a-t-elle également expliqué.

Des propos qui rejoignent ceux tenus par le président fin 2022 quand il avait remis en cause l'aide publique au développement destinée à l'Afrique. Le chef de l'Etat avait, en effet, expliqué sa volonté de passer de la « logique d'aide » à celle « d'investissements », pour établir « une nouvelle relation équilibrée, réciproque et responsable » avec les pays du continent africain. Autrement dit, des investissements issus d'acteurs privés, les dernières décennies d'aide au développement n'étant pas parvenues à réduire l'écart entre pays riches et pays pauvres.

GB

Les marques préférées du roi Charles III carburent en bourse

Les sociétés qui détiennent les marques préférées de la monarchie britannique battent l'indice phare de la Bourse londonienne. Le "Royal Index" du courtier eToro surperforme de plus de 60% le FTSE100 sur trois ans, tiré entre autres par Hermès propriétaire du chasseur John Lobb.

Ce samedi 6 mai, Charles III deviendra officiellement roi environ huit mois après le décès de la reine Elizabeth II. Plus de 2300 personnes triées sur le volet ont été conviées à cet événement planétaire. Les regards seront braqués sur le Royaume-Uni qui vivra trois jours intenses de festivités pour célébrer le couronnement du nouveau monarque britannique.

Outre son rôle de chef d'État du Royaume-Uni et du Commonwealth, le monarque souverain est habilité à décerner un Royal Warrant of Appointment. Il s'agit d'une marque de reconnaissance de la famille royale aux entreprises qui fournissent des produits de qualité et un sens du service.

Arborer ce précieux sésame n'est pas acquis à vie. Ces mandats royaux sont accordés pour une durée maximale de 5 ans ou en cas de changement de monarque. Et ce cas de figure se présente depuis le décès de la reine Elizabeth II. "En cas de changement de monarque, la Maison royale réexamine les mandats accordés, tandis que l'entreprise ou le particulier peut continuer à utiliser les armoiries royales dans le cadre de son activité pendant une période maximale de deux ans", explique la Royal Warrant Holders Association, l'Association qui regroupe les détenteurs de mandats royaux.

L'exercice n'est pas nouveau pour le roi Charles. Durant ses années en tant que Prince de Galles, il avait déjà accordé près de 200 mandats royaux. A ce jour, ce sont un peu plus de 700 marques qui bénéficient à ce jour d'un Royal Warrant of Appointment. Pour les malheureuses entreprises qui n'auront pas eu les faveurs du nouveau monarque, elles auront deux ans pour enlever le précieux sceau. Cette marque de reconnaissance n'est pas que cosmétique. Il permet aux entreprises de jouir d'une notoriété de l'autre côté de la Manche.

Les entreprises britanniques ne sont d'ailleurs pas les seules à bénéficier de cette marque de confiance. Le savoir-faire français est également plébiscité. Pernod Ricard dispose de mandats royaux pour son Champagne Mumm ou sa marque d'apéritif Dubonnet tandis que LVMH bénéficie du précieux sésame pour ses marques de Champagne Moët et Chandon, Krug ou bien Veuve Cliquot.

Un "Index Royal"

A l'occasion de cet événement mondial, le courtier eToro est revenu sur les performances de son indice "Royal" qui compile 10 sociétés cotées en Bourse ou faisant partie d'entreprises cotées sur les marchés financiers, qui ont reçu un mandat royal.

Les groupes de luxe cotés en Bourse sont majoritairement présentes dans cet indice "Royal" dont le français Hermès qui détient le chasseur John Lobb, l'horloger britannique - contrairement à ce que son nom indique - Watches of Switzerland (propriétaire de la marque Mappin & Webb) ou encore Burberry. Aston Martin, l'emblématique marque de voitures du célèbre agent secret britannique James Bond figure également dans la sélection d'eToro. Cet index n'est pas que royal dans sa composition. Les performances réalisées par l'échantillon concocté par eToro le sont également. Selon le courtier, cet indice a surperformé de 24% le FTSE 100 - l'indice vedette de la Bourse de Londres - sur les cinq dernières années. La surperformance se monte même à 62% sur une période de trois ans.

AUX ETATS-UNIS

La machine à créer des jobs a accéléré en avril, Wall Street apprécie

Le mois dernier, l'économie américaine a créé 100.000 emplois supplémentaires par rapport à mars. Le taux de chômage, lui, est retombé à 3,4%, au plus bas depuis 50 ans. Ces bons chiffres du marché du travail aux Etats-Unis ont surpris positivement les marchés, mais restent un argument en faveur de la hausse des taux pour la Fed.

C'est un rebond inattendu. Les créations d'emploi aux Etats-Unis sont à nouveau reparties à la hausse et le chômage a fléchi en avril, d'après les chiffres du département du Travail publiés ce vendredi.

La Bourse de New York a ouvert en progression vendredi, étonnée positivement de la résistance de l'emploi et de l'activité encore vigoureuse malgré les menaces de récession. Vers 15H50 heure de Paris, le Dow Jones prenait 1,33%, l'indice Nasdaq 1,21% et le S&P 500 prenait 1,20%, après quatre séances consécutives de baisse des trois indices. En avril, 253.000 emplois ont été créés, après 165.000 en mars. Le chômage est ainsi tombé à 3,4%, en baisse de -0,1 point. Les anticipations des analystes sont ainsi largement dépassées, alors qu'elles prévoyaient 180.000 créations d'emplois et un taux de chômage à 3,6%. L'emploi progresse à la fois dans les services aux entreprises, les soins de santé, les loisirs et l'hôtellerie, l'aide sociale, précise le communiqué du département du Travail.

Incompatible avec la baisse de l'inflation

Ces données s'accordent mal avec l'objectif de réduction de l'inflation du gouvernement et surtout de la Réserve fédérale. Un recul des créations d'emplois et une remontée consécutive du taux de chômage sont en effet inévitables pour refroidir l'activité économique et

contenir l'inflation, toujours tirée à la hausse par l'importante croissance des salaires sur fond de pénurie de main-d'œuvre. Les salaires grimpent encore en avril, en moyenne de 4,4% pour le salaire horaire sur un an contre 4,6% le mois dernier. « Les données montrent que le marché du travail reste tendu et que l'économie continue de créer des emplois à un rythme rapide », observe Rubeela Farooqi, cheffe économiste de HFE. Les chiffres des créations d'emplois du privé, publiés mercredi, avaient néanmoins laissé transparaître la puissante dyna-

mique du marché de l'emploi, forts de 296.000 emplois créés dans les entreprises en avril contre 142.000 en mars.

La Fed, attentive à l'emploi

Cette croissance interroge quant à l'efficacité du durcissement monétaire engagé par la banque centrale américaine (Fed), qui se fixe comme objectif de ramener l'inflation annuelle à 2% contre 5% en mars. Soit un gonflement des prix inédit en 40 ans. Depuis un an, elle relève constamment ses taux directeurs, afin que les banques, à leur tour, relève le coût des crédits et

dissuadent ménages et entreprises d'emprunter.

Mercredi, la Fed a une nouvelle fois remonté ses taux lors de sa réunion de politique monétaire, pour la dixième fois d'affilée. « Nous voyons certaines preuves d'un assouplissement des conditions du marché du travail. Mais, globalement, vous avez un taux de chômage au plus bas en 50 ans (...) La demande de main-d'œuvre dépasse encore largement l'offre de travailleurs disponibles », avait expliqué son président Jerome Powell mercredi pour justifier sa hausse de taux.

Les bons chiffres de l'emploi et Apple permettent au CAC 40 de limiter la casse sur la semaine

La Bourse de Paris peut remercier les chiffres de l'emploi américain et Apple. Le CAC 40 clôture en hausse de 1,3% non loin de ses plus hauts du jour. La progression est toutefois insuffisante pour effacer une mauvaise entame de semaine.

La Bourse de Paris peut remercier les chiffres de l'emploi américain et Apple. Le CAC 40 clôture en hausse de 1,3% quasiment à ses plus hauts du jour. La progression est toutefois insuffisante pour effacer la mauvaise entame de semaine, l'indice terminant cette semaine riche en actualités en territoire négatif (-0,8%). La Bourse de Paris avait entamé difficilement mai, avec un indice parisien qui avait chuté de 1,45% dès la première séance de ce cinquième mois de l'année. Une tendance fébrile qui n'aurait rien de bon pour la suite d'une semaine chargée en grands rendez-vous. Finalement, le CAC 40 a repris du poil de la bête ce vendredi pour clôturer en hausse de 1,26% sur les 7.400 points à 7.432,93 points, avec un pic en séance à 7 437,60 points.

Ce rebond, avec 100 points repris dans la journée, a permis à l'indice parisien de limiter son repli à 0,78% en rythme hebdomadaire. Jeudi, il était encore perdant de 2% sur la semaine après avoir terminé sa course sur des points bas d'un mois à 7.340,77 points. A noter que la Bourse de Paris sera ouverte lundi 8 mai, avec des volumes qui seront vraisemblablement anémiques.

PARTAGE DE LA VALEUR

Faut-il taxer les rachats d'actions ?

La recherche montre que les arguments en faveur d'un allouement de la fiscalité lorsque les entreprises rachètent leurs propres parts reposent sur plusieurs idées reçues. Par Christophe Bonnet, Grenoble École de Management. Lors de son allocution du 22 mars dernier, le président de la République Emmanuel Macron a évoqué la mise en place d'une contribution exceptionnelle imposée aux grands groupes qui procéderaient à des rachats d'actions, de plus en plus fréquents dans les grandes sociétés cotées aux États-Unis et désormais en France. Outre-Atlantique, le président Joe Biden souhaite également taxer ce type d'opération, qui consiste, pour une entreprise, à racheter ses propres parts aux actionnaires, tandis que l'investisseur et milliardaire américain Warren Buffet considère que ce projet relève de la démagogie. Qui a raison ? Sur un plan politique, taxer les rachats d'actions peut s'avérer payant car attaquer les actionnaires et les grandes entreprises est toujours populaire. Sur un plan économique pourtant, rendre plus coûteuses les distributions aux actionnaires aurait des conséquences néfastes. En effet, la taxation des rachats d'actions semble être une mauvaise réponse à une bonne question : l'amélioration du partage de la valeur entre actionnaires et salariés.

Les rachats d'actions et les dividendes sont l'objet de croyances infondées parmi les plus tenaces sur la finance, croyances que

j'ai confrontées aux contributions de la recherche dans mon livre C'est la faute des actionnaires ! Fausses croyances et vrais débats (Presses universitaires de France, 2023). Selon la doxa, les rachats d'actions viseraient à enrichir les actionnaires et à faire monter les cours de bourse, nuiraient à l'investissement et seraient une manifestation du court-termisme généralisé qui prévaut sur les marchés financiers. Ce qui ne se vérifie pas dans les faits.

En effet, contrairement aux apparences, les rachats d'actions n'enrichissent pas les actionnaires. C'est le principal moyen, avec le dividende, de leur distribuer des liquidités. Contrairement à une croyance tenace, ces distributions ne les enrichissent pas car distribuer des liquidités entraîne une baisse de la valeur de l'entreprise : l'actionnaire perd d'un côté ce qu'il gagne de l'autre. Prenons l'exemple d'une entreprise, détenue à égalité par trois actionnaires, qui opère une activité valant 8 millions d'euros et détient en plus 4 millions d'euros de liquidités. La valeur totale est donc de 12 millions d'euros, soit 4 millions par actionnaire. Imaginons qu'un actionnaire souhaite vendre ses parts et que l'entreprise les lui rachète. Que se passe-t-il ? Il reçoit 4 millions d'euros de liquidités mais n'a plus d'actions. Ses deux associés possèdent alors 50 % chacun d'une entreprise qui vaut maintenant 8 millions. Personne ne s'est ni enrichi ni appauvri. L'opération n'est donc nuisible pour personne tant que l'entreprise

conserve une structure financière saine.

La recherche indique que l'effet des rachats d'actions sur le cours des sociétés cotées est en moyenne faiblement positif et peu durable. Il ne résulte pas, en général, du rachat en tant que tel mais d'autres facteurs comme le signal envoyé : l'annonce d'un rachat indique que les dirigeants sont confiants dans l'avenir ou que le cours actuel est sous-évalué, ce qui rassure les investisseurs.

On lit souvent qu'un rachat d'actions fait mécaniquement monter le cours de bourse car il entraîne une hausse du bénéfice par action (BPA). Pourtant cette explication, souvent présentée comme une évidence, ne tient pas la route comme l'explique un récent numéro (148) de la lettre Vernimmen destinée aux professionnels et aux étudiants en finance. En effet, corrélation n'est pas causalité ! Les entreprises rachètent leurs actions lorsqu'elles sont en bonne santé, pas lorsqu'elles sont en difficulté. Observer simultanément un rachat d'actions et une hausse du cours n'indique pas que le premier a causé la seconde mais, simplement, que l'entreprise va bien.

La volonté de taxer les rachats d'actions repose sur une autre croyance très répandue : ils nuiraient également à l'investissement. Une telle causalité n'est pourtant nullement confirmée par la recherche, bien au contraire !

PASSGAN

L'intelligence artificielle qui peut pirater vos mots de passe en quelques secondes !

Des chercheurs de la société de cybersécurité Home Security Heroes ont entraîné une IA pour qu'elle puisse déchiffrer des millions de mots de passe. Il lui a fallu moins d'une minute pour en trouver la majorité. Mais l'IA bute pour certains mots de passe, voici lesquels.

Moins d'une minute : c'est le temps qu'il faut à une intelligence artificielle pour casser la majorité des mots de passe comme l'a démontré le test réalisé par la société de cybersécurité Home Security Heroes en faisant déchiffrer une base d'environ 15 680 000 mots de passe réels. Ces mots de passe provenaient d'un piratage de l'extension RockYou réalisée il y a quelques années. Depuis, ces mots de passe laissés à l'abandon sont utilisés pour effectuer de la recherche en matière de sécurité. Lors du test, les sésames de moins de quatre caractères et ceux de plus de 18 étaient ignorés par l'IA. Mais, pour le reste des mots de passe, la plupart d'entre eux n'ont pas résisté au



cassage après 60 secondes. Pour parvenir à ce résultat, les chercheurs ont utilisé le générateur de mot de passe PassGAN. Cet outil a une particularité : il fonctionne à partir d'un réseau antagoniste génératif (GAN). Il

ya donc deux réseaux de neurones opposés. L'un est un générateur qui sert à créer de fausses données. L'autre est un discriminateur, c'est-à-dire qu'il est capable d'identifier les vraies données

parmi les fausses. Au fil des traitements et des données ingurgitées, les deux réseaux se sont améliorés dans leurs tâches respectives, le modèle devenant plus efficace à la fin.

DRONES LIVREURS, TAXIS VOLANTS

Un « TindAIR » pour éviter les rencontres indésirables dans le ciel

L'essor prévisible des drones commerciaux, et plus généralement des aéronefs sans équipage, pose la question de leur cohabitation dans l'espace aérien. Le programme TindAIR, développé à Toulouse, fait sauter un premier verrou « technologique » Un monde où une analyse sanguine urgente décollerait en drone d'une campagne reculée vers un laboratoire d'analyses où l'on débarquerait en ville en taxi volant autonome. Plus besoin d'aller au ciné ou de lire des romans d'anticipation, on y est quasiment. Policiers, pompiers, agents immobiliers, géomètres mais aussi huissiers ou notaires, de plus en plus de professions, parfois improbables, font appel à des télépilotes et à leurs engins pour mieux survoler leurs sujets.

« Les choses s'accroissent, affirme Stéphane Bascobert, le patron d'Innov'ATM, une société toulousaine qui a développé un logiciel pour faciliter l'intégration des drones dans l'espace aérien. Sa plateforme Drone-Keeper.com compte 8.000 abonnés qui peuvent y déposer leurs plans de vol, y obtenir les autorisations de survol auprès des bons interlocuteurs dans un paysage réglementaire qui s'apparente encore à une jungle, et y consulter en temps réel les « risques de conflits » avec d'autres appareils. « Mais les verrous sautent les uns après les autres », ajoute le spécialiste, et les planètes s'alignent.

D'abord, parce que la nouvelle réglementation européenne, baptisée U-space, visant à faciliter mais aussi à sécuriser la circulation des « aéronefs sans équipage » est entrée en vigueur le 26 janvier dernier. Elle va s'imposer aux États membres et créer progressivement des corridors de navigation.

Des consignes en temps réels aux télépilotes

Ensuite parce que le projet TindAIR* vient, après deux ans de recherche, de livrer ses résultats. Ce consortium européen, coordonné depuis Toulouse par Innov'ATM, a fait collaborer des chercheurs et entreprises innovantes du secteur de la mobilité. Il devait relever le défi de démontrer que l'essor des drones pouvait se faire en toute sécurité et de trouver le moyen concret « d'assurer une cohabitation » entre les véhicules volants sans pilote et les autres utilisateurs de l'espace aérien. Les ULM et les planeurs par exemple mais aussi, naturellement, les avions commerciaux qui volent à basse altitude aux abords des aéroports. TindAIR devait tout bonnement éviter les rencontres. Il a abouti à la conception d'un logiciel permettant d'anticiper les « conflits » avant le vol des drones mais aussi de communiquer en temps réel avec les télépilotes. « Nous avons mené deux campagnes de tests, dans la banlieue de Toulouse et dans celle de Bordeaux, en avril et septembre derniers. Nous avons réussi à donner des consignes en temps réel aux télépilotes, à leur demander de tourner, à droite ou à gauche, de modifier leur trajectoire et carrément de se poser immédiatement », assure Stéphane Bascobert.

PUBLICITE

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE

DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS

DE LA WILAYA DE TISSEMSILT

N° 875 /D.E.P/2023.

27 أفريل 2023

MISE EN DEMEURE N°01

-Vu Le marché N° 35/2021 approuvé le 19/07/2021 ayant pour objet la Réalisation d'une unité républicaine de sécurité avec quatre logements d'astreinte et acquisition d'un groupe, électrogène à Tissemsilt lot Abris de véhicule et Station d'essence

- Vu l'ordre de service de démarrage des travaux N° 29 DU 31 /07/2022

- Vu l'absence de l'encadrement technique au niveau du chantier

- Vu l'absence d'un planning d'avancement des travaux

- Vu l'abandon total du Projet par l'entreprise réalisatrice

- Vu la consommation du délai par rapport aux taux d'avancement et ce confirme le retard enregistré

- Vu le non respect des engagements de l'entreprise envers le maître d'ouvrage concernant le respect du planning tracé en présence du BET ainsi que renforcement du chantier par une main d'œuvre qualifiée

- Vu mes différents envois notamment l'envoi N° 569 du 21/03/2023

- Vu la réunion du 26 /03/2023 l'entreprise Saihi Said n'a pas honorés ses engagements

Sur la base de ce qui précède, l'entreprise SAIHI SAID domiciliée au niveau Cite Ain Chih 387/06 Wilaya de Djelfa est mise en demeure dans les 08 jours de se conformer à ces obligations contractuelles et de renforcer le chantier en main d'œuvre qualifiée (2x8)

Faute de ne pas satisfaire au délai prescrit, je me serai obligé de procéder à la mise en œuvre des mesures prévues par la réglementation en vigueur, notamment la résiliation au torts de votre entreprise

LE DIRECTEUR

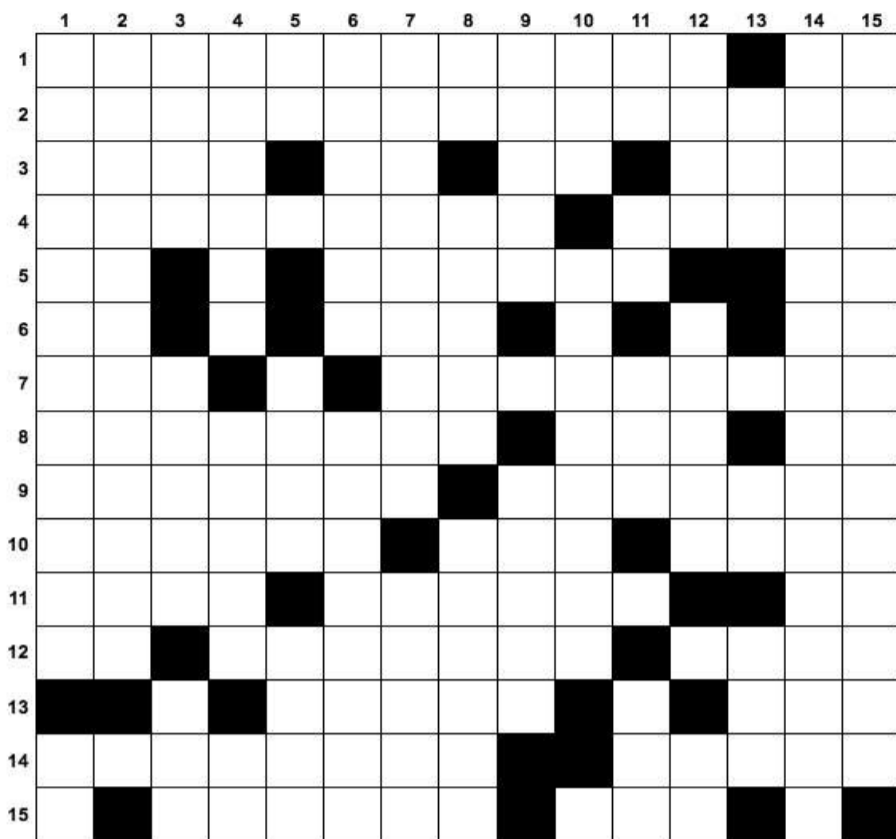
DES ROBOTS HUMANOÏDES FONT DES PROUESSES AU FOOTBALL ils dribblent et tirent comme des humains !

Des chercheurs de Google DeepMind ont appris à des robots humanoïdes à jouer au foot. Grâce à l'apprentissage par renforcement profond, ces petits bipèdes ont appris à marquer des buts et mettre en place une défense en un contre un.

Malgré une révolution dans le monde des intelligences artificielles génératives, la robotique connaît, tout du moins jusqu'à présent, une évolution beaucoup plus lente. Les IA capables de piloter un robot de manière autonome concernent surtout des quadripèdes, comme Spot de Boston Dynamics. Cela pourrait changer grâce à des chercheurs chez Google DeepMind qui ont appris à des robots humanoïdes à jouer au foot.

Côté matériel, les chercheurs ont utilisé des Robotis OP3, de petits robots bipèdes munis de 20 articulations. Pour l'IA, ils ont utilisé l'apprentissage par renforcement profond, ou Deep RL (deep reinforcement learning). Elle a d'abord été entraînée dans des simulations en utilisant le moteur physique MuJoCo, puis l'IA a été transférée sur les robots dans le monde réel.

Pour la vision dans le monde réel, les chercheurs ont fait appel à un champ de rayonnement neuronal, ou NeRF (Neural Radiance Field), une IA capable de créer une représentation 3D de la scène à partir de quelques images en deux dimensions. Les matchs consistent à jouer en un contre un, dans un terrain de quatre mètres par cinq mètres. Les robots ont pour tâche de marquer un but tout en empêchant l'autre de marquer. Ils ont dû apprendre des comportements comme courir, tourner, faire un pas de côté, botter, faire une passe, se relever d'une chute, ou encore interagir avec un objet.



Grille N° 1

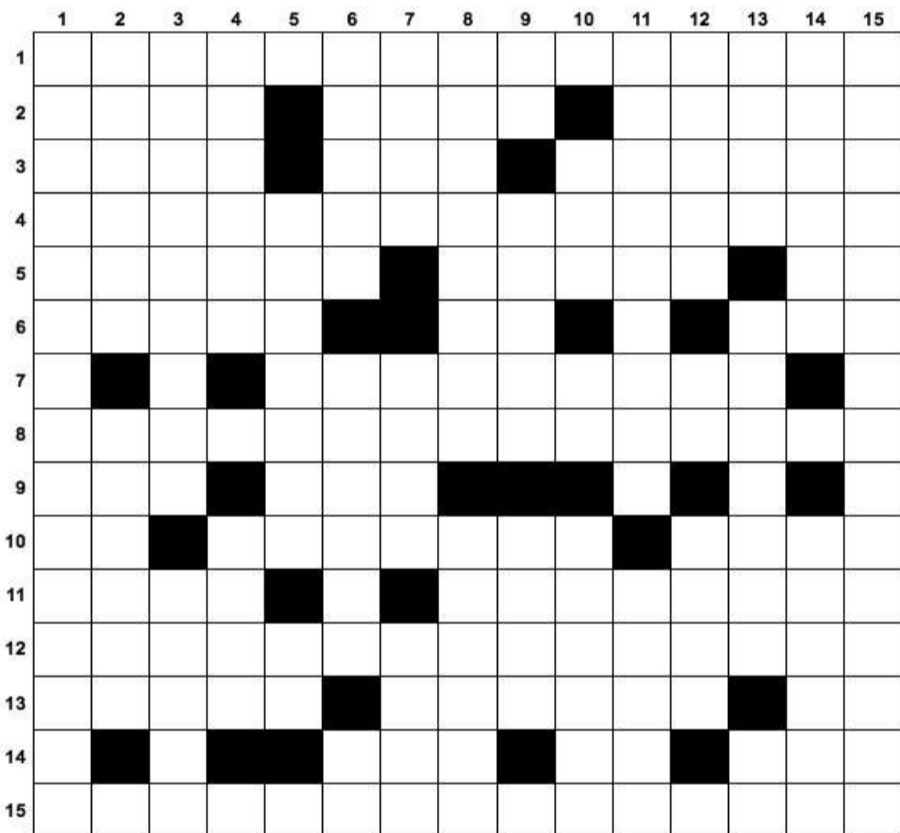
Horizontalement

1 Ses larmes sont lumineuses (deux mots).- Le premier cours.2 Enrichiraient.3 Choisis les tons.- Anonyme.- On attend le pas.- Cour vaticane.4 Oui, c'est pas mal.- Bon, c'est très bien.5 Quittée aussi par Sarah.- Vert, bleu, moucheté, au choix.- Après le prépa'.6 Courts, mais chauds.- Confédéré renversé.- Peut être un score nul.7 Parasol qui commence par le pied.- Utiliserai un petit orgue.8 Gaver.- C'est comme cela.- Mère d'Ouranos.9 Pareil, mais pas tout à fait.- Peut être bon, paraît-il.10 Curiosité.- Il en existe un faux.- Belle soeur du Coeur de lion.11 Si embarrassé qu'il se retourne.- Degré intermédiaire.- Frugivore.12 Elu, sans vote.- Bien adaptée.- Signe ancien.13 Suit le véritable.- Explode complètement.14 Trompez.- Douze au carré, c'est trop.15 Y'a d'la joie.- Tranchant.

Verticalement

1 Du porphyre dans Notre Mer.- Plein de bulles.2 Durcissant.3 On y parle le farsi.- Maladie cutanée.- Donc, non avvenu.4 Vit périr ses onze frères.- La dernière.- Doublé, c'est un célèbre neveu.5 Pour protéger le produit.- Donc, sans VO.- Parfois maritime.6 Prénom féminin.- Un pluriel en or.7 Plus de mal.- Unies.8 Et en plus, il peut être contre.- Célèbre cercle.- Village traversé par le Gijou.9 Servit un revenu.- Des trésors.10 Des siècles.- Perturbation.11 Constante du mole.- Guide.- Bleu plus blanc, c'est grand.- Quart d'an.12 Tendue.- Américaine, elle a des dents.- Sigle rafraîchisseur de PC.13 Ancien 007.- Dieu en Akkadien.- Astéroïde et indien.14 Telles la mort aux rats.15 Tergiverseraient.

Grille N° 2



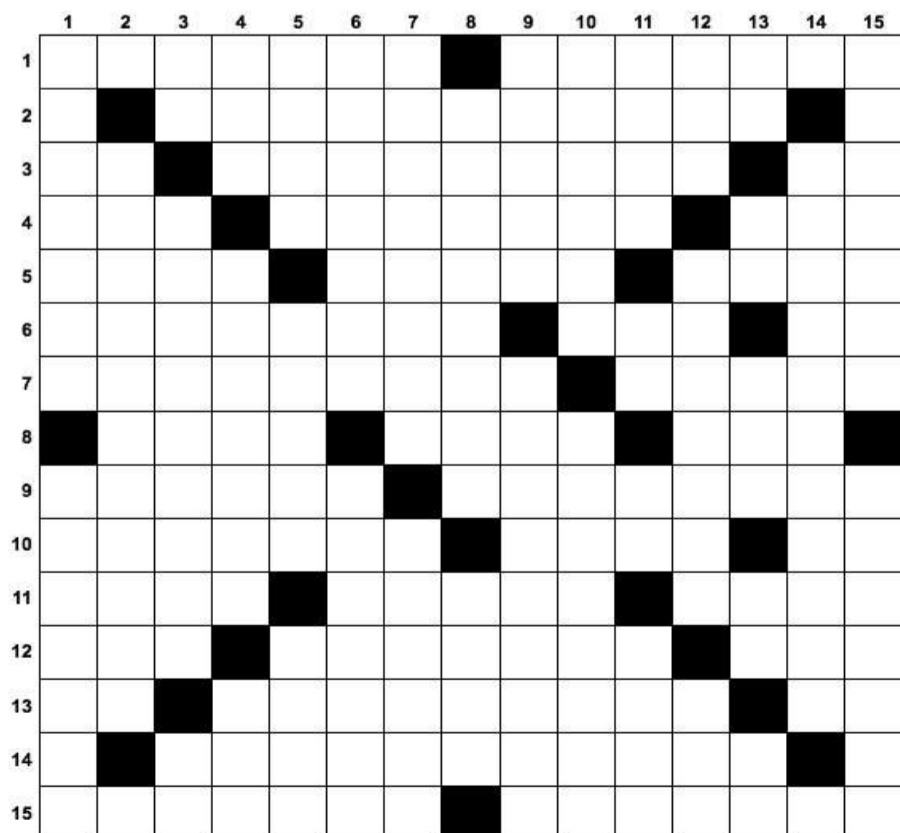
Horizontalement

1 Ce principe vient de Bohr.2 De la Moravie à la Baltique.- Entrée, au Mexique.- Suc végétal.3 Se dit à la quinzième heure.- Affluent du Rhin.- Donnait la main.4 Momentanée.5 Jeunes sangliers.- Veux !- Enseigne de droite.6 Fin de révolte, il faut remettre de l'ordre maintenant !- Parfois mal sapé !- Du couvent.7 Coupe les tifs en quatre !8 Rendre tatillon ?9 Aime poser !- Tokyo, avant.10 Une Lexus !- Indispensable pour une pâte persillée bien connue !- 51120.11 Refuser !- Se pavana au Québec !12 Fixerait.13 Sigle pour réglementations du bâtiment.- Tueuse de bétail !- Soleil en Chine.14 Siéra.- Il y aura une suite !- Ah !! sa Jolie même !!!15 Met peu charitable !

Verticalement

1 Réponse à l'agression !2 Cyrano devait en avoir un bon !- Il est entouré par l'erg !3 Organisant !- En court, pour la une.4 Parfois composé !- Un chêne de Sherwood, par exemple !5 Sans lui, que le néon est triste !- Précèdent 'Celui qui doit mourir'.6 Boissages.- Répondent aux appels !- Pour les bouteilles !7 Une femme d'ordre de l'Egypte.- Dessin hystérique !!- A son manteau !8 Peut être public !- On y voit le château de Fleurac.9 Adversaire d'un espion !- Thon à chair savoureuse.- Scrute.10 Un lourd fardeau !- Roman gore de King.- A faire pour les courses ?11 Blanc de typographie.- La raclée !12 Bassins.- La moitié d'une Peau de Chien !- Père de la chirurgie moderne.13 66 % d'une botte !- Mettra du sable !- Environ 576 mètres !14 Prépara du lin.- Egarée.15 Manifestation.

Grille N° 3



Horizontalement

1 Ne fis rien.- Posera 'un point sur le i du verbe aimer' (Rostand).2 D'airain, elles sont les lois d'une vieille république (deux mots).3 Digramme.- Immarcescibles ?- A ses 'Sciences'.4 Peut être une Toby.- Faisais parade.- Le propre de l'Homme ?5 Coiffe populaire.- Dite.- Epoux d'une déesse aux cheveux d'or.6 Sanction pour clerc (deux mots).- Compressé.- A encoller.7 En argot, feutre italien de classe (deux mots).- Eûtes conscience.8 Faux, parfois.- 64310.- Sigle d'une internationale.9 Anagramme pour anniversaire suisse.- Fourgonnai.10 Points de départs.- Assaut violent, au propre comme au figuré.- N'est pas en retard.11 Se trouve dans l'unicode.- Concurrente d'Aden.- Fréquentes.12 Définit en l'an III.- Pas un héros de Dumas, bien que...- Etait souvent aux champs.13 En déliquescence.- Le faisaient pour une volée.- Jo, sim, yes, etc...14 Anciens degrés d'expositions (deux mots) (f.p.).15 Pas toutes dans le même temps.- Or, Sélection, ou autres !

Verticalement

1 Il est fastueux (deux mots).- Donc, érafle.2 Show men du passé.3 Pareil, en court.- Donc, limite la parution.- Féminin.4 Réfléchi.- Ratée.- Ami, par exemple.5 Entre Danemark et Suède.- Nous le sommes, fatalement.- De temps, parfois.6 Bleuissent.- Donc, y revient.7 Dures avec les céréales.- Poissons, parfois.8 Tendît.- Prénom hébraïque.9 Ebaubis.- Révèle un spectre.10 A tremper dans l'eau douce.- Sur Le Paillon.11 Isolées.- Pouvaît être de bronze.- Ne permet pas les deux.- Peut être étoilé.12 Son multiple.- Nos parlementaires ?- Doublé, c'est un piaf de La Réunion.13 Filière secondaire.- Dans les deux sens, il est surprenant.- Cale pour tonneau.- Pour charpente.- A un tiers.14 De la sixième classe, donc non imposables.15 Parfois bons.- Le poète l'est.

BMW SÉRIE 2 ACTIVE TOURER 225E (2023)

Que vaut la version hybride rechargeable la plus accessible ?

Pour la première fois de son histoire, le BMW Série 2 Active Tourer est disponible dans toutes les motorisations présentes sur le marché puisqu'il existe désormais dans une inédite version 100% électrique.

Elle côtoie les plus classiques essence, diesel et hybride rechargeable commercialisées en deux niveaux de puissance. C'est justement la moins puissante que nous avons aujourd'hui à l'essai. Mercedes et BMW ont toujours été les seuls constructeurs premium à investir le segment des monospaces et ce depuis des années. Aujourd'hui, même si les ventes de cette catégorie se sont effondrées en raison de la concurrence des SUV, les deux marques allemandes persistent. Ainsi, BMW a renouvelé l'an passé son Série 2 Active Tourer et Mercedes vient de restyler son Classe B. Au-delà de cette politique, ces deux monospaces partagent aussi de nombreux points communs au niveau des motorisations puisque les deux sont vendus avec un large panel d'énergie que ce soit en essence, diesel ou hybride rechargeable. Pour ce nouveau Active Tourer, BMW est allé encore plus loin que son éternel rival en proposant une version 100% électrique, seule offre existante sur le marché. Pour ceux qui ne sont pas encore prêts à sauter le pas du tout électrique, il y a l'hybride rechargeable, disponible en 245 ch et 326 ch. Les prix débutent respectivement à partir de 48 600 € et



51 600 €, soit un surcoût d'un peu moins de 10 000 € par rapport à la version 218i (170 ch) et 9 000 € face à 220d (150 ch) pour notre modèle d'essai. Une différence conséquente. Dans cette configuration, le Série 2 Active Tourer développe 245 ch. Sous le capot de notre Série 2 Active Tourer 225e, on trouve le trois cylindres essence du 218i de 136 ch couplé à un moteur électrique de 109 ch. Les performances sont intéressantes avec seulement 6,7 s pour le 0 à 100 km/h. Et pour les perpétuels insatisfaits, il existe aussi le 230e annoncé avec 326 ch, ce qui fait de lui le monospace de la marque le plus puissant jamais produit. Son moteur essence 3 cylindres

développe 150 ch et surtout le bloc électrique est nettement plus puissant que sur le 225e, avec pas moins de 177 ch (130 kW). Cette version peut ainsi passer de 0 à 100 km/h en tout juste 5,5 s, un chrono digne d'une vraie sportive. Dans les deux cas, le moteur essence envoie le couple au train avant alors que le moteur électrique est placé sur l'essieu arrière dont il entraîne les roues. Ce qui explique que ces deux modèles soient de fait badgés xDrive, avec transmission intégrale. À l'usage, le Série 2 PHEV vient même chapeauter les versions thermiques. Le démarrage s'effectue bien évidemment en tout électrique classique. Une circulation zéro émission qui s'accom-

pagne d'une sonorité spéciale des véhicules électriques puisque mise au point par le célèbre compositeur Hans Zimmer. Particulière, celle-ci ne plaira pas à tout le monde, mais il est heureusement possible de la désactiver par l'intermédiaire du système multimédia. Grâce à sa batterie de 14,2 kWh, le Série 2 Active Tourer 225e annonce une autonomie électrique pouvant atteindre au maximum 92 km suivant les versions. Un chiffre prometteur sachant que le Classe B 250e est annoncé pour 77 km. La réalité est bien sûr différente puisque nous avons relevé une autonomie en tout électrique de 75 km, ce qui est très bien.

LES TESLA MODEL S ET X leurs prix augmentent

L'énorme SUV de Tesla démarre désormais à 114 490€ et la grande berline de Tesla coûte 106 490€ au minimum. Elle gagne aussi un inédit pack Piste à 18 435€ pour atteindre 322 km/h en vitesse de pointe.

La Tesla Model S démarre désormais à 106 490€.

Dans la grande valse des tarifs Tesla, c'est au tour des Model S et X de changer à nouveau leur gamme de prix. Il y a quelques jours, le Model Y a pris 1 000€ de plus sur ses versions de base et Grande Autonomie. Cette fois, la hausse concerne les deux gros véhicules haut de gamme du constructeur américain. La Model S, récemment descendue à 103 990€ dans sa version de base Grande Autonomie, coûte désormais 106 490€.

La variante Plaid ultra-sportive, abaissée à 128 990€ au même moment, remonte elle à 131 490€. Notez que cette dernière dispose enfin en option du pack piste à 18 435€, composé de freins carbone-céramique, de jantes allégées et de pneus semi-slick Goodyear pour améliorer son efficacité et son endurance en conduite sportive. Un pack qui permet d'augmenter la vitesse maximale à 322 km/h au lieu de 250 km/h.

Augmentation aussi pour le Model X

Du côté du grand SUV Model X, la version Grande Autonomie de base remonte à 114 490€ au lieu de 111 990€ il y a quelques jours. La variante Plaid passe elle à 134 490€ au lieu de 131 990€. Les deux grosses Tesla sont donc désormais plus chères de 2 500€ quelle que soit la version choisie, mais rappelons que leur prix avait baissé de 10 000€ le mois dernier. Les prix Tesla en ce moment, c'est vraiment comme le cours de la bourse !

NOUVEAU PEUGEOT 2008 Jusqu'à 406 km d'autonomie !

Best-seller sur le marché des SUV du segment B depuis plus de 3 ans, le PEUGEOT 2008 franchit aujourd'hui une nouvelle étape en matière de design, de technologie et d'électrification.

Lancé fin 2019 et produit à près de 700 000 exemplaires, le PEUGEOT 2008 a depuis toujours figuré sur le podium des ventes de SUV du segment B en Europe, y occupant même la plus haute marche en 2021. Le succès de ce modèle s'appuie notamment sur celui du E-2008, pionnier de l'électrification sur son segment dès 2019 et produit à plus 75 000 exemplaires. Il a représenté 17,4 % des ventes des versions en 2022, le plaçant sur le podium des ventes européennes de SUV Électrique du segment B. Les clients du PEUGEOT 2008 sont d'abord séduits par son design fort, généralement décrit comme élégant, puissant et robuste. Ils apprécient aussi sa polyvalence et son agilité, qui font de ce nouveau 2008 un SUV particulièrement adapté aux familles actives. Le nouveau PEUGEOT 2008 est produit dans l'usine de Vigo en Espagne. Il sera commercialisé sur le marché à l'été 2023 avec une gamme s'articulant autour de trois versions – ACTIVE, ALLURE, GT – et quatre motorisations, dont une nouvelle 100% électrique de 115 kW/156 ch jusqu'à 406 km d'autonomie (cycle mixte WLTP). Cette gamme s'enrichira dès 2024 avec l'arrivée d'une motorisation hybride inédite.

MATTEO ET SA SUZUKI SWIFT SPORT

Une Japonaise couteau suisse idéale pour jeune conducteur

Difficile lorsque l'on débute sa vie de conducteur d'allier le plaisir aux trajets quotidiens. Ce jeune électronicien a trouvé la solution : une Suzuki Swift Sport de 136 ch d'occasion pour 12 500 euros. Depuis son achat il y a trois ans, Matteo s'amuse à son volant, et se rend chaque jour à son travail à son bord. Comment faire ? Lorsque l'on est un jeune conducteur passionné d'automobile et que l'on souhaite conjuguer le plaisir avec les nécessités du quotidien, le choix est restreint. D'autant plus que l'on a rarement la possibilité de s'offrir deux autos différentes, l'une pour s'amuser, l'autre pour se déplacer. Matteo a trouvé la solution : c'est une Suzuki Swift Sport de deuxième génération, "la dernière à trois portes et la



dernière à moteur atmo". Sa Swift Sport affiche 136 ch, ce qui n'est pas exceptionnel, mais en tenant compte de son poids mesuré, autour de la

tonne "1 050 kg exactement", Matteo s'amuse au volant d'un engin bien campé sur ses quatre roues renvoyées aux extrémités d'un châssis parfaitement

équilibré. Depuis trois ans qu'il est à son volant, le jeune électronicien (qui travaille dans l'automobile), se régale au quotidien, mais aussi lors des vi-

rées du week-end ou le temps des vacances. Trois ans au cours desquels il a parcouru près de 25 000 km plutôt sereinement, malgré sa curieuse position de conduite. Une assise pratique au quotidien et un équipement complet. Parce que l'on reproche souvent à la Swift Sport cette position qui n'est pas très sportive justement, en raison d'une assise plutôt en hauteur. Mais Matteo s'en accommode fort bien. "Au quotidien, c'est plutôt pratique". Comme il apprécie les équipements de son auto. Pour une voiture de millésime 2016, elle est même sacrément dotée. Ouverture sans clé, clim auto, régulateur, Bluetooth et prise USB sont de série. "Et même les sièges chauffants".

Gazprom va livrer 39,3 millions de m3 de gaz à l'Europe via l'Ukraine

Gazprom poursuit ses livraisons de gaz à l'Europe via l'Ukraine, par la station de Soudja. Ce dimanche, il compte livrer 39,3 millions de m3 de gaz, a annoncé à la presse le géant gazier russe. « Gazprom fait transiter le gaz russe à travers l'Ukraine en quantité confirmée par la partie ukrainienne via la station de Soudja, soit 39,3 millions de m3 pour le 7 mai. La demande de pompage via Sokhranovka a été rejetée », a-t-il indiqué. La veille, le volume de transit s'élevait à 39,5 millions de m3. Il faut noter que le transit à travers l'Ukraine reste la seule voie d'acheminement du gaz russe vers l'Europe occidentale et centrale. Le pompage via le gazoduc Nord Stream a été complètement arrêté. Turkish Stream et Blue Stream sont destinés à la Turquie et aux pays d'Europe du Sud et du Sud-Est.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

Lundi 08 Mai 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

COSOB

Lancement de promotion de la formation Post-Graduation en finance islamique

La COSOB, en partenariat avec l'École Supérieure de Commerce et l'Institut de la Formation Bancaire, vient de lancer la première promotion de la formation Post-Graduation Spécialisée -PGS- en finance islamique. L'idée de création de cette formation, annonce la Cosob sur sa page Facebook, est « née des besoins exprimés par la place financière en matière de spécialistes et d'experts en finance islamique ».

Cette formation spécialisée de 14 mois en alterné à raison de 5 jours par mois, explique-t-il, « concilie les exigences académiques et les besoins opérationnels, et offre aux candidats un enseignement de grande qualité, et leur permet de maîtriser les instruments financiers, juridiques et fiscaux de la finance islamique ». Cette formation « sera sanctionnée par un diplôme universitaire de l'enseignement supérieur délivré par l'École Supérieure de Commerce ».

R E.

BCE

Knot estime que d'autres hausses de taux seront nécessaires

Les hausses de taux d'intérêt de la Banque centrale européenne (BCE) commencent à faire effet mais d'autres seront nécessaires pour contenir l'inflation, a déclaré dimanche le gouverneur de la Banque centrale néerlandaise, Klaas Knot.

Perçu comme un "faucon" au sein du conseil des gouverneurs de la BCE, Klaas Knot a indiqué à la télévision néerlandaise qu'il était d'accord avec la décision prise par la banque centrale jeudi de ralentir le rythme de la hausse des taux à 25 points de base.

Toutefois, il pourrait également soutenir le relèvement du taux de dépôt de la banque centrale jusqu'à 5%, contre 3,25% actuellement, voire plus, si l'inflation s'avère plus persistante qu'il ne le pense.

"Notre politique fonctionne avec un certain retard, de sorte que les effets les plus importants de ce que nous avons fait jusqu'à présent sont encore à venir", a déclaré Klaas Knot lors d'un entretien à l'émission Buitenhof.

GHARDAÏA

Prochaine réalisation d'une centrale solaire à Guerrara

Seize (16) entreprises nationales et internationales ont manifesté leurs intérêts à l'appel d'offre pour la réalisation d'une centrale de production d'énergie solaire d'une capacité de 80 mégawatts-crête (MwC), dans la daïra de Guerrara (120 Km au Nord/est de Ghardaïa), a-t-on appris dimanche de la direction de l'énergie et des mines (DEM) de la wilaya.

Les techniciens de ces entreprises nationales et firmes internationales issues de différents pays dont l'Inde, la Chine, la Turquie et l'Italie, ont effectué une visite sur le site localisé par les autorités locales pour contenir cette centrale solaire située au lieu-dit "Kouadiat El Chouf" à sept (7) Km au Sud/Ouest

PLAFOND DE LA DETTE DES ETATS-UNIS

La secrétaire au Trésor prévient qu'un défaut entraînerait le «chaos»

Un défaut de paiement des États-Unis sur leur dette entraînerait le «chaos financier et économique», a averti dimanche la secrétaire au Trésor Janet Yellen, alors que l'opposition républicaine refuse toujours de relever sans condition le plafond de la dette. Le gouvernement de Joe Biden a prévenu que faute d'accord sur une hausse du plafond de la dette, les États-Unis pourraient ne plus pouvoir faire face à leurs engagements dès début juin, ce qui les mettrait en situation de défaut, une première dans l'histoire du pays.

Pour la ministre américaine des Finances, ce serait «une catastrophe économique et financière», a-t-elle déclaré sur la chaîne américaine ABC. Un plafond est légalement fixé à la dette publique des États-Unis et ne peut

être relevé que par un vote majoritaire au Congrès. La Chambre des représentants, au sein de laquelle les républicains sont majoritaires, a adopté, fin avril une proposition de loi prévoyant un encadrement strict des dépenses publiques en échange d'un relèvement du plafond.

«Une crise constitutionnelle»

Mais le texte n'a aucune chance d'être adopté, en l'état, au Sénat, à majorité démocrate et le président américain Joe Biden a jusqu'ici refusé de négocier sous pression d'éventuelles concessions pour écarter le spectre d'un défaut. Il a néanmoins convié mardi à la Maison Blanche les quatre chefs de file des deux grands partis au Congrès pour évoquer le dossier. «Je sais qu'il (Joe Biden)

veut mettre en place un processus qui permette de discuter des priorités et du niveau des dépenses, mais ces négociations ne devraient pas être menées avec un pistolet sur la tempe du peuple américain», a estimé Janet Yellen. «On ne devrait pas en arriver au point de questionner le fait que le président peut ou non émettre de la dette», a-t-elle expliqué. «Ce serait une crise constitutionnelle.» Les conseillers économiques du chef de l'État estiment que si la première puissance mondiale cessait durablement d'honorer ses échéances financières, elle pourrait perdre, cet été, plus de 8 millions d'emplois, et voir son produit intérieur brut plonger de 6%.

R I.

OUM EL BOUAGHI

Deux accords de coopération signés avec 2 universités tunisiennes

Deux (2) accords de coopération scientifique et de recherche ont été signés, dimanche, à l'Université Larbi Ben M'hidi d'Oum El Bouaghi avec les universités tunisiennes d'El Manar et de Sousse. Les deux accords, d'une durée de cinq (5) années renouvelables, ont été signés par le recteur de l'Université d'Oum El Bouaghi, M. Zoheir Dibi, et, du côté tunisien, par les présidents des Universités d'El-Manar et

Sousse, respectivement M. Moez Chafra et Lotfi Belkacem.

Selon M. Dibi, ces accords de coopération visent à «établir un partenariat, mutuellement avantageux, en encourageant l'organisation conjointe d'activités scientifiques et de projets de recherche et intensifiant la coopération dans le domaine de l'échange de doctorants, la supervision de thèses de doctorat et l'organisation d'activités dans les domaines académique et scientifique des conférences et des séminaires notamment". Cet échange scientifique entre l'Université Oum El Bouaghi et ses partenaires tunisiens donnera également lieu, a indiqué M. Dibi, à "la préparation de projets de recherche et d'études, à des publications académiques et scientifiques, en plus de l'échange d'étudiants en Licence et Master et l'échange de professeurs et de chercheurs".

Pour leur part, les présidents des deux universités tunisiennes, assurant "apprécier ces initiatives scientifiques", ont fait part de leur "disponibilité à entamer cette coopération dans les domaines de l'accueil des étudiants et des chercheurs et de la réalisation de projets scientifiques communs".

R E.